ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Président du Sénat le 20 mai 1949 d'une demande d'avis sur un "projet de loi portant des dispositions exceptionnelles relatives aux faits et actes juridiques accomplis pendant l'occupation ennemie dans les territoires belges soumis de force à la législation allemande", en ayant délibéré en ses séances des 20 juin, 4,11 et 25 juillet, 19 et 27 septembre, 10, 17 et 24 octobre, 7 et 14 novembre 1949, 18 et 23 janvier 1950, a donné en sa séance du 23 janvier 1950 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e Mei 1949 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem van advies te dienen over een "wetsontwerp houdende uitzonderingsbepalingen betreffende de juridische handelingen en akten die gedurende de vijandelijke bezetting werden verricht of opgemaakt in de door geweld aan de Duitse wetgeving onderworpen Belgische grondgebieden", heeft, na hierover in zijn zittingen van 20 Juni, 4,11 en 25 Juli, 19 en 27 September, 10, 17 en 24 October, 7 en 14 November 1949, 18 en 23 Januari 1950, te hebben beraadslaagd, ter zitting van 23 Januari 1950 het volgend advies gegeven:

# I N T R O D U C T I O N .

Le projet de loi voté par la Chambre a pour but de régler les effets de l'application de la loi allemande dans la partie du territoire belge qui y a été soumise de force.

Comme le souligne l'exposé des motifs, ce n'est que par un abus de sa puissance et en violation de la mission tutélaire que la convention de La Haye lui assigne, que l'occupant a suspendu les lois en vigueur en Belgique et a rendu l'application de la législation allemande obligatoire dans les régions de l'Est. Les décrets d'annexion des 18 et 23 mai 1940 étant en opposition flagrante avec les principes du droit international public n'ont pu, dès lors, produire des effets juridiques.

La libération venue, il incombait au législateur de régler la situation née de cet état de choses. A cet égard, plusieurs systèmes pouvaient être envisagés.

Les systèmes les plus radicaux consistaient à maintenir tel quel tout ce qui avait été fait sous l'empire de la législation allemande ou, au contraire, à ne retenir comme valables que les actes accomplis conformément aux dispositions de la loi belge. On ne s'est pas arrêté à ces solutions extrêmes.

Une autre solution pouvait être trouvée dans l'application du droit belge aux situations nées de la guerre dans les régions de l'Est, mais avec des tempéraments destinés à laisser subsister un certain nombre d'effets produits par l'application du droit allemand. C'est le système adopté par le projet.

Toutefois, pareil système est susceptible de conceptions différentes, suivant l'application plus ou moins étendue que l'on veut faire des dispositions du droit belge et suivant les modifications correspondantes plus ou moins profondes que l'on veut apporter aux situations juridiques acquises sous l'empire de la législation allemande.

Le Conseil d'Etat préconise un système fondé sur la notion d'ordre public belge et tempéré dans son application par l'intervention du juge statuant en équité.

Ce système maintiendrait, en principe, tout ce qui n'est pas contraire à l'ordre public national et les actes susceptibles d'être attaqués devraient l'être dans un bref délai, faute de quoi ils seraient considérés comme définitivement validés, sous réserve de certaines exceptions.

Un autre système aurait pu être envisagé qui se fonderait, non plus sur l'ordre public national, mais sur l'ordre public international belge, étant entendu que l'utilisation de cette notion n'eût impliqué aucune reconnaissance quelconque de la régularité de l'annexion faite par le Reich en 1940. Cette annexion ayant été réalisée au mépris du Droit n'a constitué qu'une simple voie de fait et ne peut avoir produit, ni en droit belge, ni en droit international, le moindre effet juridique.

La notion d'ordre public international belge n'interviendrait ici qu'à titre de procédé destiné à délimiter les actes qui doivent être maintenus, bien qu'ils aient été accomplis sous l'empire de la législation allemande.

L'adoption de ce procédé aboutirait à restreindre considérablement le nombre des actes à annuler, puisque seuls devraient l'être ceux qui sont contraires à l'ordre public international belge, c'est-à-dire les actes qui choquent la conscience publique d'une manière particulièrement grave.

## EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET VOTE PAR LA CHAMBRE.

### Article 1er.-

Tel qu'il est rédigé, l'article 1er du projet n'inclut pas dans le champ d'application de la loi les décisions judiciaires rendues par des juridictions allemandes en Allemagne, dans des causes concernant des Belges des régions incorporées.

Le Conseil d'Etat propose de modifier cet article, de manière à tenir compte de l'ensemble des hypothèses prévues par le projet.

L'expression "les territoires belges" doit être évitée: le territoire belge est unique. (Titre ler et article 80 de la Constitution).

Article 2.-
Première observation.

L'article 2 doit être examiné en relation avec l'article 3, alinéa ler. Les deux articles, en effet, formulent les principes du projet.

A cet égard, l'exposé des motifs s'exprime en ces termes:

"L'article 2 du projet de loi valide, quant à la forme, l'acte accompli conformément aux règles de forme du droit allemand. Mais en ce qui concerne le fond, cet acte reste soumis au droit belge" (p4).

Le rapport fait au nom de la Commission de la Justice de la Chambre résume la situation comme suit:

"L'acte authentique est valable comme tel, qu'il soit dressé ou reçu selon le droit allemand ou qu'il soit conforme au prescrit de la loi belge... Le droit belge régit les actes et faits juridiques (quant au fond)"(pp.3 et 4).

Alors que l'exposé des motifs emploie des termes généraux qui peuvent s'appliquer tout aussi bien à des actes authentiques qu'à des actes non authentiques, le texte du projet et le rapport de la Commission de la Justice visent les seuls actes authentiques.

Par contre, l'article 3 du projet dispose que les faits et actes juridiques demeurent soumis, quant au fond, au droit belge, ce qui implique, a contrario, qu'en ce qui concerne la forme, les actes juridiques, quels qu'ils soient, peuvent être regis par la loi allemande.

Afin d'harmoniser les dispositions des articles 2 et 3 du projet, il conviendrait de prévoir que tout acte, authentique ou

non, qui serait formellement valable au regard de la loi allemande, sera réputé régulier dans la forme au regard de la loi belge.

Pareille disposition implique que si, pour un acte, une forme est exigée en Belgique alors qu'aucune forme particulière n'est requise en Allemagne, l'acte accompli conformément aux règles allemandes sera néanmoins considéré comme formellement valable.

Il va de soi, par ailleurs, et il est inutile de le dire dans le projet (voir le 2ème alinéa de l'article 2), que l'acte qui ne satisfait pas, quant aux formes, aux exigences du droit allemand, mais qui respecte les conditions de forme requises par la loi belge, constitue un titre valable.

Deuxième observation.

Comme il a été rappelé plus haut, l'exposé des motifs pose le principe que l'acte, accompli conformément aux règles de forme du droit allemand, est valable, mais qu'il reste soumis au droit belge, en ce qui concerne le fond.

Le principe ainsi formulé laisse subsister une importante difficulté.

Quel sera le sort des actes pour lesquels, dans notre droit, des conditions de forme sont imposées à titre de conditions de fond, c'est-à-dire de conditions essentielles de validité intrinsèque, tels les actes solennels?

Si l'on fait une application littérale du principe ci-dessus, on aboutit à une contradiction.

En effet, les conditions de forme allemandes ne pouvant être constitutives de conditions de fond valables, puisque par hypothèse elles ne répondent pas aux exigences de la loi belge, l'acte revêtu de pareilles formes serait irrégulier quant au fond pour le motif même qui l'avait fait déclarer régulier quant à la forme.

Dès lors, pour sortir de la contradiction, il faut choisir entre deux systèmes; ou bien, c'est le fond qui l'emporte et toute forme exigée ad solemnitatem, si elle n'a pas été régulièrement observée, conformément à la loi belge, est dénuée de valeur. ou bien, c'est la forme qui l'emporte, et l'acte qui répond aux conditions formelles de la loi allemande est considéré comme valable, même si la forme était constitutive d'une condition de fond dans la loi belge.

C'est ce dernier système qui paraît le plus conforme à l'esprit du projet. Il importe, dès lors, de modifier en ce sens la rédaction de l'article 2.

Le principe que l'acte est régi par la loi belge, quant au fond, perd-il pour autant toute portée pratique en ce qui concerne les actes solennels?

Assurément non.

La loi belge demeure applicable au fond, mais dans la mesure seulement où le fond est indépendant de la forme. Par contre, s'il s'agit de conditions de fond liées à la forme, c'est la forme allemande qui l'emporte et rend l'acte valable sur ce point, tant en ce qui concerne la forme que le fond.

Troisième observation.

Aux termes de l'article 2, alinéa 3, du projet, les pièces produites à l'acte et qui ne répondraient pas aux conditions de forme exigées par le droit belge sont considérées comme régulières en la forme, si le droit allemand s'en contentait.

Par exemple, en droit belge, les procurations annexées à certains actes authentiques doivent avoir également le caractère authentique. Si pareille exigence n'existe pas en droit allemand, une procuration sous seing privé suffira et sera considérée comme régulière en la forme.

Le texte examiné devient inutile, si l'on tient compte de la nouvelle rédaction proposée pour les articles 1er et 2.

En effet, si nous reprenons l'exemple précité, que la

procuration ait été établie ou non dans le territoire visé à l'article 1er, pour être produite ensuite à un acte authentique passé dans ledit territoire, la validité formelle de cette procuration sera certaine puisque la loi nouvelle, qui règle les effets de l'application de la loi allemande dans le même territoire, réputé réguliers dans la forme les actes valables au regard de cette loi étrangère.

Article 3.-

Première observation.

L'article 3, alinéa 1er, pose en principe que les faits et actes juridiques, intervenus pendant la période d'application forcée de la législation allemande, sont censés n'avoir jamais cessé d'être soumis, quant au fond, aux dispositions de la loi belge, qu'il s'agisse de dispositions d'ordre public ou de dispositions supplétives.

En application du principe ainsi posé, l'article 3, alinéa 2, porte que toutes références à des dispositions ou à un ensemble de dispositions du droit allemand sont considérées comme références aux dispositions correspondantes du droit belge. Ici aussi aucune distinction n'est faite entre les règles d'ordre public de la loi belge auxquelles il ne peut pas être dérogé, et les règles supplétives auxquelles on peut déroger, notamment par référence à des dispositions de la loi allemande, non contraires à l'ordre public belge.

Toutefois, cette substitution d'un droit à un autre, dans les conditions précisées ci-dessus, peut atteindre les éléments déterminants de la volonté des parties et rendre l'exécution de l'acte plus onéreuse. C'est pourquoi, le projet donne aux intéressés la faculté de solliciter l'annulation de l'acte, dans certaines conditions.

En poussant plus loin l'analyse de l'article 3, on pourrait en décrire l'économie comme suit:

Le droit belge, étant considéré comme incorporé dès l'origine dans toutes les dispositions de l'acte, la partie qui y a intérêt peut exiger, ou bien une exécution conforme à la loi belge, dans la mesure où l'acte n'a pas encore été exécuté, ou bien l'annulation de l'exécution faite, avec substitution d'une exécution nouvelle, dans la mesure où l'acte a déjà été exécuté. En ce qui concerne ce dernier cas, le projet ne fixe pas le délai dans lequel la partie doit agir. Ce délai reste donc soumis au droit commun.

Si la partie, qui a intérêt à une exécution conforme à la loi belge, possède les droits précisés ci-dessus, par contre, la partie pour laquelle pareille exécution s'avère plus onéreuse tant pour le passé (acte exécuté dont la partie adverse peut réclamer une exécution différente) que pour l'avenir (acte non encore exécuté), pourra, selon le projet, solliciter l'annulation de l'acte, mais à charge d'agir dans l'année, même si l'autre partie n'a pas, dans le même délai, fait connaître sa volonté de revenir sur une exécution déjà faite. Cette dernière conséquence se déduit logiquement du fait, noté plus haut, que le délai d'un an ne s'impose pas à la partie que l'exécution, conforme à la loi belge, avantage.

On voit par ce qui précède que le projet aura pour conséquence de provoquer des bouleversements dans toute une série de situations juridiques nées sous l'occupation.

Le bouleversement serait moindre si l'on maintenait en état tout ce qui n'est pas contraire à l'ordre public belge, la substitution de la loi belge se produisant, dès lors, exclusivement dans les limites de cet ordre public.

Pareil système tiendrait compte de la différence qui existe entre les dispositions d'ordre public et les dispositions supplétives, les premières s'imposant aux auteurs de tous actes juridiques, tandis que les secondes ne s'appliquent que si les intéressés n'y ont pas dérogé par des clauses particulières, qu'ils étaient libres de choisir, conformément au principe de l'autono-

mie de la volonté, en manière telle que, dans le domaine où leur volonté était souveraine, ils pouvaient se référer à des dispositions du droit allemand, non contraires aux dispositions d'ordre public du droit belge.

Cette référence à la loi allemande peut être non seulement expresse, mais également tacite, contrairement à ce que semble admettre l'exposé des motifs. Il appartiendra au juge d'apprécier, en tenant compte de tous les éléments de la cause, si les parties ont entendu se référer aux dispositions supplétives de la loi belge ou à celles de la loi allemande, pour autant qu'elles ne soient pas contraires à notre ordre public.

Sans doute, la référence au droit allemand n'a pas toujours été absolument libre, mais l'intérêt qu'il y a de ne pas remettre trop de situations juridiques en question paraît devoir l'emporter sur cet inconvénient. Au surplus, les dispositions relatives aux vices du consentement et le droit spécial né de la guerre (notamment l'arrêté-loi du 10 janvier 1941 relatif aux mesures de dépossession effectuées par l'ennemi) restent d'application.

On pourrait objecter aussi l'inconvénient qu'il y aurait pour les tribunaux belges de devoir connaître pendant de nombreuses années de l'application du droit allemand aux contrats passés par des Belges, mais cet inconvénient existe déjà dans le projet lui-même, puisque,d'après l'alinéa 2 de l'article 3, le juge aura à apprécier quelles sont les dispositions du droit belge correspondantes aux dispositions du droit allemand (voir aussi l'article 5 du projet).

Deuxième observation.

Que l'on adopte le système du projet substituant à la loi allemande la loi belge, dans toutes ses dispositions quelles qu'elles soient, ou un système moins radical opérant cette substitution dans les seules limites de l'ordre public, la mise en oeuvre de l'un ou l'autre système entraînera des modifications plus ou moins profondes dans un certain nombre de situations juridiques.

Pour réduire au minimum le trouble ainsi causé, il apparaît indispensable de tempérer le système adopté en disposant que les difficultés auxquelles l'application de l'article 3 pourrait donner lieu seront tranchées en équité par le tribunal compétent.

Cette formule, à dessein fort large, couvre toutes les hypothèses qui peuvent se présenter et dont certaines sont déjà prévues explicitement par l'article 3 du projet (annulation demandée par la partie pour qui l'exécution devient plus onéreuse).

Les parties pourront librement saisir le juge de toutes leurs difficultés et celui-ci, statuant en équité, ne devra pas tirer toutes les conséquences qui découlent rigoureusement de la substitution d'une loi à l'autre.

Qu'il s'agisse, par exemple, d'une demande d'annulation émanant de la partie qui a intérêt à une exécution conforme à la loi belge ou d'une demande identique introduite par la partie pour laquelle pareille exécution s'avère plus onéreuse (voir la première observation ci-dessus), le juge pourra annuler, mais ne devra pas le faire. Il pourra aussi annuler totalement ou partiellement l'acte juridique entrepris, tout en déclarant que les prestations déjà effectuées seront maintenues en tout ou en partie.

De même, s'il est saisi d'une demande, portant non plus sur l'annulation de l'acte mais sur son exécution, le juge pourra aménager cette exécution conformément à l'équité, sans avoir à se préoccuper des conséquences rigoureuses déduites de la substitution du droit belge au droit allemand.

Troisième observation.

Le Conseil d'Etat estime qu'il n'y a pas lieu d'attribuer en la matière une compétence exclusive au tribunal de première instance. La compétence se déterminera d'après les règles du droit commun.

Dans le système du projet, le juge de paix ou le tribunal de commerce saisi d'une action en exécution d'une convention devrait surseoir, jusqu'à décision du tribunal civil, sur la demande d'annulation formulée par le défendeur.

Quatrième observation.

L'article 3 du projet impose un délai d'un an, à dater de l'entrée en vigueur de la loi, pour l'introduction de la demande en annulation émanant de la partie pour qui l'exécution s'avère plus onéreuse.

Nous avons vu (cfr. première observation) que pareil délai n'existe pas pour la partie qui a intérêt à une exécution conforme à la loi belge.

Etant donné le caractère complexe des difficultés auxquelles l'application de l'article 3 peut donner lieu, non seulement pour le passé mais aussi pour l'avenir, il apparaît souhaitable de supprimer dans cet article tout délai.

Article 4.-

L'article 4 du projet vise les actes authentiques ayant force exécutoire par eux-mêmes et permettant, en conséquence, l'exécution forcée sans titre judiciaire préalable.

Selon le projet, ces actes pourront être utilisés tels quels, à condition de suivre la procédure prévue par la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

Etant donné que la possession d'un titre authentique exécutoire autorise non seulement la saisie immobilière, mais toute autre saisie ou voie d'exécution forcée, il convient de rédiger l'article 4 d'une manière plus large.

Pareille rédaction rendrait également inutile le dernier alinéa de cet article, qui ne fait que reproduire l'article 90 de la loi du 15 août 1854, auquel les intéressés devront évidemment se soumettre pour que leur procédure d'exécution forcée soit conforme à la loi belge en matière de saisie immobilière.

Il convient enfin de prévoir que, s'il y a lieu, la formule exécutoire belge sera substituée à la formule exécutoire allemande.

Article 5.-

Première observation.

Dans le texte français, les termes "pouvoirs des parties et de leurs représentants légaux" sont défectueux.

Le pouvoir se distingue de la capacité.

La capacité est l'aptitude à agir valablement soi-même; le pouvoir est l'aptitude à agir valablement au nom d'autrui (De Page, Droit civil, T.V, n°492).

Ce que le projet appelle les "pouvoirs" des parties se confond avec la capacité des parties. Le mot "pouvoirs" ne s'applique correctement qu'aux représentants légaux.

Dans la version néerlandaise le mot "bevoegdheden" n'est pas en concordance avec le mot "pouvoirs".

Deuxième observation.

Commentant l'article examiné, l'exposé des motifs s'exprime comme suit:

"L'article 5 se contente du respect des règles de droit allemand en matière de consentement à mariage, de capacité, d'habilitation, etc... Ces questions, en effet, se rapprochent davantage de la forme que du fond des actes. Aussi le principe énoncé à l'article 2 leur a été rendu applicable".

Cette affirmation se concilie difficilement avec le texte de l'article 5.

Il semble, en effet, que cette disposition est tout à fait générale et vise, par conséquent, le consentement de toutes personnes qui interviennent au mariage, ainsi que les conditions de forme et de fond de ce consentement. De même, l'article 5 paraît admettre l'application du droit allemand, tant pour la forme que pour le fond, à tout le domaine de la capacité et de l'incapacité des personnes, ce qui implique logiquement la reconnaissance de tout ce qui a été fait conformément aux règles allemandes régissant les divers régimes d'incapacité.

En ce qui concerne ce dernier point, dans quelle mesure le projet déroge-t-il ainsi au principe énoncé dans l'article 3, alinéa 1er soumettant les actes juridiques au droit belge quant au fond?

Cette dérogation, moins considérable qu'on ne le supposerait à première vue, paraît strictement limitée à la capacité, l'habilitation et les pouvoirs des représentants légaux; elle ne porte pas sur le fond des actes régulièrement passés par un incapable représenté, habilité ou agissant seul, conformément aux exigences de la loi allemande.

En d'autres mots, pareils actes ne pourront pas être remis en question, parce qu'ils émanent d'une personne qui, selon la loi belge, n'était pas capable ou n'avait pas le pouvoir d'agir, mais ils pourront être attaqués éventuellement, comme contraires aux dispositions de fond du droit belge, pour toute autre cause, indépendante de la capacité, de l'habilitation ou des pouvoirs des représentants légaux. Sauf cette dernière réserve, ces actes restent donc régis dès l'origine par la législation nationale, de même que les actes accomplis par des personnes capables, avec toutes les conséquences qui s'en suivent.

Etant donné, d'une part, que selon l'exposé des motifs l'article 5 n'est qu'une application de l'article 2, alors que le texte de l'article 5 ne traduit pas cette conception; étant donné, d'autre part, que la Chambre ne paraît pas, malgré la rédaction défectueuse de l'article 5, avoir eu l'intention d'admettre l'application, quant au fond, de règles allemandes contraires à l'ordre public belge; étant donné, enfin, le nouveau texte proposé pour les articles 2 et 3, le Conseil d'Etat est d'avis de supprimer l'article 5, qui est susceptible de provoquer des confusions et apparaît désormais comme inutile.

En ce qui concerne le consentement au mariage, la matière est d'ailleurs régie par les articles 180 et suivants du Code.

Article 6.-

Cet article doit être mis en concordance avec la nouvelle rédaction proposée pour l'article 3, en ce qui concerne les dispositions d'ordre public de la loi belge et l'intervention du juge statuant en équité.

Article 7.-

Aux termes de l'article 7 du projet, les jugements de juridiction contentieuse rendus en matière civile et commercia le peuvent faire l'objet d'une demande d'annulation dans l'année de la mise en vigueur de la loi. Ce délai expiré, sans qu'une action en annulation n'ait été introduite, les jugements allemands sont validés de plein droit, même si leurs dispositions sont contraires à l'ordre public belge.

Les dispositions de l'article 7 sont nécessaires, d'après l'exposé des motifs, "si l'on veut mettre rapidement un terme à l'indécision qui règne dans les régions mentionnées à l'article premier, tant en ce qui concerne l'état et la capacité des personnes que le régime des biens".

Quant au tribunal saisi de l'action en nullité, il "validera ou annulera le jugement allemand, en prenant comme critère d'appréciation le point de savoir si la décision entreprise n'a pas violé la loi belge".

Le jugement allemand ne procède pas de la volonté des parties,mais émane de tribunaux non reconnus établis par un pouvoir usurpateur. C'est pourquoi il convient d'accorder aux parties la faculté de faire réexaminer l'affaire dans son ensemble par le juge belge.

Alors que, d'après l'article 3 proposé par le Conseil d'Etat, l'acte fait conformément au droit allemand est valable dans la mesure où il ne porte pas atteinte à l'ordre public national, il ne peut pas en être de même pour le jugement allemand.

Le juge belge doit réexaminer non seulement le droit mais aussi le fait. Pareil réexamen implique qu'on fasse confiance au juge national en lui permettant de trancher en équité, sans rigorisme excessif, de manière à annuler ce qui est inacceptable, tout en évitant des bouleversements inopportuns.

L'obligation qui lui est imposée par le projet de statuer "en appliquant exclusivement la loi belge" est trop abso-

lue. Il est certain, par exemple, qu'il ne devra pas annuler un jugement allemand qui se serait borné à faire état d'un acte considéré comme valable par les articles 2 et 3 du projet. D'autre part, il ne serait pas souhaitable d'obliger le juge belge à appliquer rigoureusement des dispositions de notre droit national qui n'auraient pas le caractère d'ordre public.

Par contre, le juge belge ne sera pas lié non plus par l'application que le tribunal étranger aurait faite de règles allemandes, même non contraires à notre ordre public, car il doit pouvoir substituer son appréciation à celle du juge allemand.

Le juge belge sera-t-il lié par les règles d'ordre public de la loi nationale? Oui, en ce sens qu'il ne pourra admettre qu'un jugement allemand consacre des solutions en opposition avec les principes fondamentaux de notre droit (par exemple, une cause de divorce non prévue par nos lois, telle la démence), mais il ne devra pas nécessairement refuser toute valeur aux constatations faites par le tribunal allemand ou aux preuves accueillies par lui.

Dans le système que le Conseil d'Etat préconise, le juge belge, tout comme dans l'article 3, pourra annuler le jugement allemand, mais n'y sera pas obligé. Il pourra aussi ne l'annuler que partiellement, tout en déclarant que l'exécution déjà effectuée sera maintenue en tout ou en partie.

Article 8.-

Cet article déroge au système de l'article 7 en ce qui concerne les jugements de divorce, de séparation de corps et d'annulation de mariage.

Ce n'est plus l'annulation, mais la validation de ces jugements qui doit être demandée dans le délai d'une année. A l'expiration de ce délai, en cas d'inaction des intéressés, le divorce ou l'annulation prononcée tombe et le mariage est considéré comme ayant toujours subsisté.

L'exposé des motifs justifie les dispositions de l'article 8 comme suit: "L'ordre public étant toujours intéressé en ces cas, il n'était pas possible de permettre aux époux de décider eux-mêmes la validation du jugement allemand. Si une disposition spéciale n'avait été prise, il eût, en effet, suffi aux époux de laisser expirer le délai d'introduction de l'action en annulation prévue à l'article 7 ....."

Première observation.

Deux systèmes pouvaient être envisagés en ce qui concerne les jugements visés par le projet: ou bien soumettre ceux-ci au régime de l'article 7, ce qui rendait inutile la rédaction d'un texte spécial, ou bien les soumettre à un régime particulier, organisé en l'espèce par l'article 8. C'est cette dernière solution que consacre le projet.

Il n'est pas inutile de mettre en lumière les conséquences des deux systèmes.

I. Le système de l'article 7.

Si l'on applique le système de l'article 7 aux jugements dont question à l'article 8, ceux-ci seront considérés comme définitivement valables, s'ils n'ont pas été attaqués dans l'année de la mise en vigueur de la loi.

L'inaction des parties, même voulue, n'aura pas pour effet de rétablir l'état de mariage. Si des enfants ont été conçus après le divorce, ils ne deviendront pas légitimes. La défenderesse, aux torts de laquelle le divorce a été prononcé et dont l'ex-mari, enrôlé de force dans l'armée allemande, est mort sans laisser d'ayant-droit, ne pourra pas prétendre à la qualité de veuve et recevoir éventuellement une pension.

Le système de l'article 7 aboutit ainsi, en cas d'inaction des parties, à ne pas remettre en question une situation juridique existante, en substituant à celle-ci une situation tout à fait différente.

II. Le système du projet.

Le système du projet justifie la dérogation apportée au régime de l'article 7 par cette considération que l'ordre public étant toujours intéressé en la matière, le contrôle des tribunaux était indispensable pour valider le jugement allemand, étant donné qu'on ne pouvait permettre aux époux de réaliser par leur inaction pareille validation.

Le mariage est une institution dont l'indissolubilité est la règle et la rupture l'exception. La rupture du lien matrimonial, prononcée par une juridiction allemande suivant une législation imposée par la force et à la faveur d'une appréciation des faits qu'un juge belge n'aurait pas toujours admise, crée un trouble social plus grave que les inconvénients qui pourraient résulter du maintien d'un lien matrimonial que les intéressés croyaient rompu.

Si l'on adopte le système du projet, l'inaction même involontaire des parties aura pour effet de rétablir l'état de mariage avec les conséquences qui s'en suivent.

D'après le projet voté par la Chambre, il serait conforme à l'intérêt social que la femme divorcée soit à nouveau considérée comme mariée et que les enfants conçus après le divorce soient considérés comme légitimes.

Deuxième observation.

Si le Sénat adopte le système de l'article 7, il faudra supprimer purement et simplement l'article 8. S'il adopte, par contre, le système du projet, il y aura lieu de rédiger différemment cet article 8.

En effet, l'emploi du terme "exequatur" est défectueux, le jugement allemand ne pouvant être, en l'espèce, assimilé à une décision rendue dans des conditions normales par un tribunal étranger à l'étranger. Il s'agit, en réalité, de "valider" un jugement allemand, c'est-à-dire de rendre valable au regard de la loi belge une décision juridiquement inexistante.

D'autre part, pour les mêmes raisons qui ont été développées à propos de l'article 7 du projet, il convient de prévoir que le tribunal statue en équité. S'il en est ainsi, il va de soi que "tout en accordant la validation, le tribunal peut statuer autrement ou à nouveau quant à la garde des enfants et à la pension alimentaire", en manière telle que l'alinéa 3 de l'article 3 du projet peut être supprimé.

Article 9.-

Pour les raisons mêmes invoquées par l'exposé des motifs, il paraît indispensable de prévoir que la validation des jugements en question sera réalisée, si l'un des conjoints a contracté mariage, non seulement avant la libération du territoire, mais même avant la mise en vigueur de la présente loi, car sinon le danger de bigamie subsisterait, notamment dans le cas d'un mariage contracté à l'étranger après la libération du territoire.

Article 10.-

Comme dans les cas examinés précédemment, il conviendrait que le juge statue en équité, en s'inspirant notamment de l'intérêt des personnes dont la protection lui est confiée.

Si tel est le sentiment du Parlement, l'alinéa 2 devrait être supprimé.

Au dernier alinéa, il est inutile de distinguer forme authentique ou forme légale.

Article 11.-

Première observation.

Il peut y avoir en certains cas un manque d'harmonie entre le système de l'article 11 et le système de l'article 7.

En effet, si un jugement allemand a statué sur une action civile intentée séparément devant une juridiction non répressive, il sera validé de plein droit en cas d'inaction des parties pendant un an (art.7).

Si, par contre, une juridiction répressive allemande a statué en même temps sur l'action publique et sur l'action civile, le jugement intervenu sur cette dernière action sera invalidé de plein droit en cas d'inaction des intéressés pendant un an (art.11).

On ne voit pas la raison pour laquelle le système de l'article 11 devrait déroger au système de l'article 7. Pour mettre les deux articles en complète harmonie, il suffit d'admettre que les dispositions des jugements des tribunaux répressifs allemands sont nulles, à l'exception de celles qui statuent sur les intérêts civils, et que si ces dernières n'ont pas fait, dans le délai d'une année, l'objet d'une demande d'annulation, qui sera traitée conformément au prescrit de l'article 7, elles seront validées de plein droit.

Deuxième observation.

Il est certain que, sauf prescription, la personne condamnée pénalement par la juridiction allemande pourra être poursuivie et condamnée, au pénal également, par la juridiction belge.

En ce cas, quel sera le sort de l'action civile?

Il ne serait pas inutile, à cet égard, de préciser que les dispositions du projet ne portent pas préjudice à l'application des règles du droit commun en cas de poursuites nouvelles pour les mêmes faits.

Quelle serait la portée de cette précision?

Prenons un exemple fondé sur l'hypothèse où l'article 11 est mis en harmonie avec l'article 7.

Supposons que la poursuite pénale soit exercée dans l'année de la mise en vigueur de la loi.

Cette poursuite suspendra le sort de l'action en annulation, si elle a été intentée, et vaudra demande d'annulation, dans le cas contraire. Dans les deux hypothèses, la validation du jugement allemand sera tenue en suspens par application de la rè-

gle: "Le criminel tient le civil en état", et il sera de plus loisible à la partie lésée d'intenter l'action civile de droit commun plutôt que de combattre la demande d'annulation en sollicitant la validation du jugement allemand.

Article 12.-

L'exposé des motifs ne s'explique pas sur cette disposition.

Le texte suppose le cas de contrats à titre onéreux passés par une personne qui, par jugement, a reçu qualité pour passer pareils actes. Si le jugement n'est pas validé, il y aurait défaut de qualité dans le chef de la personne qui a ainsi contracté. Néanmoins, l'acte ne sera pas annulable pour ce seul motif.

Etant donné la nouvelle rédaction proposée pour les articles précédents, l'article 12 du projet apparaît désormais comme inutile et peut être supprimé.

En effet, que l'invalidation du jugement allemand résulte d'une décision belge ou qu'elle résulte de l'inaction des parties, les actes passés par la personne sans qualité tomberont sous l'application de l'article 3 et le juge belge, saisi de la difficulté, la tranchera en équité, en décidant notamment si l'acte doit être annulé ou non à raison du défaut de qualité de la personne qui a contracté.

Au surplus, lorsque le juge belge doit régler le sort d'un jugement allemand, il statue également en équité et peut, dès lors, limiter les effets de l'invalidation de ce jugement, en admettant comme valables certains actes passés par une personne qui avait qualité à cet effet en vertu de la décision allemande.

Article 13.-

Aux termes de cet article, les décisions de justice de nature provisoire, rendues à l'occasion de procédures qui ont abouti à un jugement visé aux articles 7 et 8 du projet, sont validées dans la mesure où le jugement définitif a été validé.

"Le jugement provisoire est celui qui, sans trancher la contestation, ordonne une mesure n'ayant pas pour objet d'éclairer le juge, mais de sauvegarder les droits d'une partie ou des parties, en attendant la solution sur le fond.

"Il est rendu dans le but d'obvier aux inconvénients qu'entraîne la trop longue durée du procès et, ou bien accorde une somme soit pour la subsistance d'une des parties, soit pour les frais du procès, ou bien prescrit une mesure préalable pour la conservation de la chose litigieuse (Rép. prat. dr. belge, V° Jugements et arrêts, n°s 25 et 26).

"Le juge peut revenir sur sa décision si les circonstances qui l'ont motivée viennent à changer.

"Des cas de ce genre se rencontrent fréquemment, en matière de pension alimentaire, provision ad litem, garde d'enfants, résidence de la femme pendant l'instance en divorce, etc." (Ib., n°s 30 et 532).

On ne voit pas pourquoi le sort de la décision provisoire devrait être lié au sort du jugement définitif.

Il semble préférable de soumettre les décisions de justice de nature provisoire, quelles que soient les procédures auxquelles elles se rattachent (art.7 ou art.8), au même régime que celui des jugements visés à l'article 7 du projet.

Si l'on adopte ce système, ces décisions ne pourront plus être modifiées pour le passé, si elles n'ont pas été attaquées dans l'année de la mise en vigueur de la loi.

Le juge belge, par ailleurs, statuera en équité sur la décision provisoire, comme il le fera sur la décision définitive, et la validation ou l'invalidation de cette dernière n'entraînera pas nécessairement des conséquences identiques en ce qui concerne la première.

En toute hypothèse, le sort de la décision provisoire reste indépendant du sort de la décision définitive.

Au cas où l'article 8 du projet voté par la Chambre serait maintenu par le Sénat, il serait utile de préciser que l'article 7 du projet s'appliquera également aux décisions de justice de nature provisoire, certaines de celles-ci pouvant être considérées comme des incidents de la procédure en divorce, en séparation de corps ou en annulation de mariage.

Observation générale en ce qui concerne les personnes qui peuvent intenter les actions dont question au projet.

Cette question est soulevée par divers articles du projet.

L'article 3, alinéa 3, prévoit l'annulation d'un acte juridique qui peut être demandée par toute partie à l'acte ou, à défaut de celle-ci, par ses ayants droit.

L'article 6 ne détermine pas les personnes qui peuvent intenter l'action en nullité en matière de transaction.

L'article 7 précise que les actions en annulation des jugements de juridiction contentieuse peuvent être intentées par toute personne partie à la cause sur laquelle le jugement a statué, à défaut de celle-ci, par ses ayants droit.

En ce qui concerne l'article 8 relatif à la validation des jugements de divorce, de séparation de corps ou d'annulation de mariage, la demande doit être introduite par toute personne qui a été partie à la cause sur laquelle le jugement a statué ou, à défaut de celle-ci, par ses ayants droit.

La demande prévue par l'article 10 peut être faite par toute partie intéressée.

L'article 11 renvoie aux modalités de l'article 7.

L'article 13 se réfère aux jugements visés aux articles 7 et 8.

L'article 37 ne précise pas les personnes qui peuvent intenter les actions en annulation des actes relatifs à une liquidation de communauté ou de succession.

Première observation.

Le terme "ayant droit" n'est pas clair. Il semble bien que le projet l'emploie en lui donnant la signification de "ayant cause", sans préciser toutefois qu'il s'agit des ayants cause à titre universel et à titre particulier ou d'une de ces catégories seulement.

Deuxième observation.

Etant donné la variété des actions qui peuvent être intentées par application du projet ainsi que la diversité de leurs caractères, le Conseil d'Etat estime qu'il vaudrait mieux ne pas indiquer dans le texte du projet les personnes recevables à intenter l'action et laisser à la jurisprudence le soin de déterminer ces personnes (partie proprement dite, ayants cause, créanciers) dans chaque cas, en s'inspirant notamment des principes du droit commun et du but particulier poursuivi par la loi nouvelle.

Si cette suggestion est retenue, les articles 3, 7, 8 et 10 du projet devraient être rédigés conformément au texte annexé, sans mention des personnes qui peuvent intenter l'action.

Articles 14 à 19.-

Ces articles concernent les actes de l'état civil.

Le Conseil d'Etat n'y a apporté que des modifications de forme, en vue de rendre certains textes plus précis et de respecter, autant que faire se peut, la terminologie du Code civil en la matière.

Selon l'exposé des motifs, le projet prévoit pour les actes de l'état civil "une sorte de validation par une procédure accomplie par les officiers de l'état civil belge". L'article 14 charge exclusivement l'officier de l'état civil d'attester que les photocopies "ont été tirées sur l'original". L'officier de l'état civil n'a donc aucun pouvoir d'appréciation quant à la validité de l'acte. Celle-ci est régie par les

articles 2 et 3 du projet.

Articles 20 à 31.-

Les dispositions relatives aux actes soumis à la transcription ou à l'inscription sur les registres du conservateur des hypothèques, qui forment l'objet du chapitre III du projet, comportent une réglementation qui relève plus de l'exécution que de la législation.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose de supprimer les articles 20 à 31 du projet et de les remplacer par un texte conférant au Roi le pouvoir de réglementer la matière.

Article 32.-

Selon l'exposé des motifs, l'article 32 se justifie par le fait que "les personnes ayant exercé les fonctions d'officier de l'état civil ont refusé, dans certains cas, d'inscrire à l'acte de naissance du nouveau-né des prénoms non germaniques".

Première observation.

Le projet porte que les prénoms allemands pourront être remplacés par leur traduction française.

Ces derniers mots devraient être omis, étant donné que tous les prénoms allemands ne sont pas traduisibles en français.

Le projet ne fait aucune allusion à une traduction néerlandaise.

Deuxième observation.

Le choix des prénoms de l'enfant appartient au père en vertu de la puissance paternelle.

Il conviendrait donc que la déclaration soit faite par le père et, à son défaut, par la mère.

Article 33.-

Première observation.

Cet article dispose que l'enfant naturel sera réputé avoir eu dès sa naissance un lien de filiation certain vis-à-vis de sa mère, pour autant que celle-ci fasse, dans l'année, une déclaration devant l'officier de l'état civil.

Rédigé comme il l'est, l'article 33 est équivoque. Il semble vouloir dire, en effet, que la reconnaissance de l'enfant par sa mère ne sera déclarative de filiation que si elle intervient dans l'année, devant l'officier de l'état civil. Or, toute filiation établie par reconnaissance volontaire ou par action en justice, à quelque moment que ce soit, dans les conditions prévues par la loi belge, est déclarative et non attributive. Elle fixe l'état véritable de l'enfant, et celui-ci existe dès sa naissance. Ses effets remontent donc à cette date, et même à l'époque de la conception, s'il s'agit de son intérêt (De Page, Droit civil, T.I, n°1123, C).

En réalité, le texte de l'article 33 traduit inexactement les intentions du projet. Nous lisons, en effet, dans l'exposé des motifs:

"Le droit allemand ne connaît pas l'existence d'un acte de reconnaissance d'un enfant naturel par la mère. Il fait application de la maxime "mater semper certa est". Il faut donc permettre à la mère de reconnaître son enfant. C'est le but de l'article 33. Si cette reconnaissance est faite dans un délai d'une année, elle rétroagit à la date de naissance de l'enfant. Cette disposition confère à la filiation maternelle une prééminence en matière de nationalité, hormis le cas où le père aura pris la précaution de reconnaître l'enfant avant sa naissance. Elle se justifie par cette considération que, sous le régime de l'occupation, il a été pratiquement impossible à la mère de reconnaître son enfant. Elle se borne, en somme, moyennant manifestation de volonté conforme de la mère, à clicher la situation telle qu'elle existait sous l'occupation".

Le projet ne veut donc pas dire que seule la reconnaissance faite dans l'année sera déclarative de filiation, mais que, si pareille reconnaissance intervient dans les conditions fixées par l'article 33, l'enfant naturel sera réputé avoir été reconnu par sa mère au jour de sa naissance.

L'intérêt de la disposition apparaît, comme le note l'exposé des motifs, en matière de nationalité, où la date de la reconnaissance joue dans certains cas un rôle déterminant. L'enfant aura, en effet, la nationalité du père si la reconnaissance de la filiation paternelle est antérieure ou concomitante à celle de la filiation maternelle. Si elle est postérieure, l'enfant conservera la nationalité de sa mère (article 2 des lois coordonnées sur la nationalité).

Deuxième observation.

Selon l'exposé des motifs, le projet a pour but de "clicher" la situation, telle qu'elle existait sous l'occupation, par suite de l'application de la maxime "mater semper certa est". Il impose à cette fin une manifestation de volonté conforme de la mère.

Le but poursuivi serait mieux réalisé si le texte disposait que l'enfant naturel sera réputé avoir été reconnu par sa mère au jour de sa naissance, à moins que celle-ci déclare, dans l'année, ne pas vouloir faire bénéficier son enfant de ladite disposition.

Pareil système sauvegarderait l'intérêt de l'enfant, notamment en lui donnant la qualité d'enfant naturel reconnu, même si la reconnaissance maternelle est devenue impossible (disparition, mort, folie, absence, etc...).

Sans la disposition proposée, l'enfant pourrait être victime d'un état de choses qui n'est pas imputable à sa mère, puisque celle-ci s'est trouvée dans l'impossibilité de reconnaître son enfant pendant l'occupation.

La solution préconisée s'intègre, par ailleurs, dans le système général du projet proposé par le Conseil d'Etat, selon lequel les situations juridiques acquises doivent être maintenues dans toute la mesure du possible.

La disposition nouvelle aura les conséquences suivantes.

A. La mère fait la déclaration prévue.

1) Si l'enfant, né sous l'occupation, a déjà été reconnu par elle, après la libération, il ne faudra pas, pour déterminer la nationalité de l'enfant, se reporter au jour de la naissance, mais bien à la date de l'acte de reconnaissance, auquel le projet ne porte pas atteinte.

2) Si l'enfant, né sous l'occupation, n'a pas été reconnu antérieurement par sa mère, il sera dans la situation de l'enfant naturel non reconnu.

B. La mère ne fait pas la déclaration prévue.

Qu'il y ait eu ou non reconnaissance antérieure, l'enfant sera réputé avoir été reconnu par sa mère au jour de sa naissance.

Articles 34, 35 et 36.-

L'article 34 soulève une observation du même ordre que celle qui vient d'être formulée à propos de l'article 33 (cfr. deuxième observation sous cet article).

Notamment, l'article 34 peut avoir des conséquences extrêmement graves dans le cas où, postérieurement à leur mariage, les conjoints se sont trouvés dans l'impossibilité de reconnaître l'enfant naturel.

Dans l'économie du projet, la légitimation serait exclue et l'enfant conserverait le statut d'enfant naturel alors que, selon le droit allemand, le mariage subséquent avait suffi à le rendre légitime. Conséquence d'autant plus choquante que, d'après l'exposé des motifs, le droit allemand

"ne permet pas la reconnaissance maternelle", en manière telle qu'il ne peut pas être reproché à la mère d'avoir négligé de reconnaître son enfant.

Il ne paraît pas conforme à l'esprit du projet d'enlever le bénéfice de la légitimation aux enfants naturels qui n'ont pas été reconnus et dont la reconnaissance ultérieure s'avère impossible.

Il est conforme à l'intérêt de l'enfant qu'il soit considéré comme légitimé, sauf déclaration contraire d'un des conjoints, qui ne l'aurait pas déjà reconnu.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat tient compte de la situation ainsi décrite et fusionne en un seul article les articles 34, 35 et 36 du projet.

Article 37.-

L'exposé des motifs s'exprime comme suit au sujet de cet article: "Les liquidations de communauté et de succession restent soumises, en vertu de l'article 3, aux règles de fond du droit belge. Afin, toutefois, de ne pas prolonger l'insécurité dans les transmissions de biens, toute action en nullité des actes de partage devra être introduite dans le délai d'une année à partir de l'entrée en vigueur de la loi".

Première observation.

L'article 37 n'étant qu'une application pure et simple de l'article 3, sauf en ce qui concerne la fixation du délai d'un an, il y a lieu, pour le surplus, de le mettre en concordance avec le nouvel article 3 proposé par le Conseil d'Etat.

Deuxième observation.

Le projet ne prévoit pas le cas où le sort des actions visées à l'article 37 dépend d'un jugement à rendre par les tribunaux belges, par exemple, un jugement de validation en matière de divorce (article 8 du projet).

En pareil cas, il s'impose de donner un autre point de départ au délai d'un an prévu par l'article 37.

Troisième observation.

Le projet n'exclut pas l'application des articles 887 et suivants du Code civil.

Article 38.-

Si l'on admet la nouvelle rédaction de l'article 3, le changement de régime matrimonial ne se produira que si les époux se sont mariés sans contrat, ou avec un contrat contenant des clauses ou références contraires aux dispositions d'ordre public de la loi belge.

On peut se demander, à cet égard, si l'expression "faire toutes conventions matrimoniales qui ne sont pas contraires à ce droit" s'applique au cas où les époux auraient conclu une convention matrimoniale dont les clauses ne seraient pas contraires aux dispositions d'ordre public de la loi belge.

Il ne paraît pas résulter de l'exposé des motifs que pareille convention devrait encore être confirmée, faute de quoi il y aurait application de la communauté légale de droit belge.

Il conviendrait, pour supprimer tout doute, de préciser ce point dans le texte.

Article 39.-

Première observation.

Au sujet de l'alinéa 1er de l'article 39 du projet, on trouve dans l'exposé des motifs le passage suivant: "Des changements ayant cependant pu être apportés au capital social pendant la gestion sous les statuts allemands, il apparaît indispensable que les statuts belges existant au 1o mai 1940 ne soient remis en vigueur que sous réserve des adaptations rendues indispensables par ces changements".

Le texte de l'alinéa 1er de l'article 39 ne vise que les augmentations et non les réductions de capital effectuées sous l'occupation. Il ne vise, d'autre part, que les seules augmentations de capital, par voie de souscription.

Pour mieux répondre aux intentions exprimées dans l'exposé des motifs, il y aurait lieu de rédiger le texte en mentionnant toutes les modifications apportées au capital social pendant l'occupation.

Deuxième observation.

Par souci de clarté, il vaudrait mieux reporter l'alinéa 3 à la fin de l'article en précisant que ce sont les dispositions des alinéas 1er et 2 qui ne sont pas applicables aux sociétés ayant valablement et volontairement transféré leur siège en Allemagne.

Articles 40 et 41.-

Ces articles n'appellent que des modifications de forme.

Articles 42 à 44.-

La disposition de l'article 43, 2°, est inutile. En effet, l'exemption prévue à l'article 42 vise les actes et non les registres de l'état civil.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 44 ne constituent qu'un commentaire et trouveraient mieux leur place dans un arrêté d'exécution.

Selon l'exposé des motifs, il faut admettre que l'impôt payé par le contribuable au fisc allemand couvre celui de même nature qu'il aurait eu à acquitter au fisc de son pays.

En application de ce principe d'équité, le projet prévoit certaines exemptions en ce qui concerne les actes relatifs à l'exécution de la loi.

Au sujet des impôts sur les revenus, la question a été réglée par des instructions spéciales du Ministère des Finances. C'est délibérément que le projet n'y fait pas allusion.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet n'appelle que des modifications de forme dont il a été tenu compte dans le texte ci-après proposé:

PROJET DE LOI REGLANT LES EFFETS DE L'APPLICATION DE LA LOI ALLEMANDE DANS LA PARTIE DU TERRITOIRE BELGE QUI Y A ETE SOUMISE DE FORCE.

---

Article 1er.- (art. 1er du projet voté par la Chambre)

La présente loi règle les effets de l'application de la loi allemande dans la partie du territoire belge qui y a été soumise de force.

Cette partie du territoire comprend .... (le surplus comme au projet).

## TITRE Ier.

## D R O I T  C I V I L  E T  C O M M E R C I A L .

### Chapitre Ier.- Dispositions générales.

#### Section Ière.- Règles relatives à la forme.

Article 2.- (art. 2 du projet voté par la Chambre)

Sont réputés réguliers dans la forme, les actes valables au regard de la loi allemande, même si la forme prescrite par la loi belge est une condition essentielle de validité.

#### Section II.- Règles relatives au fond.

Article 3.- (art. 3 du projet voté par la Chambre)

Sauf les exceptions prévues par la présente loi, les faits et actes juridiques demeurent soumis, quant au fond, aux dispositions d'ordre public de la loi belge.

Les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'application du présent article seront tranchées en équité par

le tribunal compétent, qui pourra notamment annuler totalement ou partiellement l'acte juridique entrepris, tout en déclarant que les prestations déjà effectuées seront maintenues en tout ou en partie.

Article 4.- (art. 4 du projet voté par la Chambre)

L'acte authentique valable en vertu des articles 2 et 3 de la présente loi, dans lequel le débiteur s'est soumis à l'exécution forcée prévue par la loi allemande, sera exécutoire suivant les règles prévues par la loi belge.

La formule exécutoire belge sera substituée à la formule exécutoire allemande.

Article 5.- (art. 6 du projet voté par la Chambre)

Par dérogation à l'article 2052 du Code civil, les transactions peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, portant sur l'application de dispositions de la loi allemande contraires à des dispositions d'ordre public de la loi belge.

Toutefois, l'action en nullité devra être introduite, sous peine d'irrecevabilité, dans le délai d'une année à partir de la mise en vigueur de la présente loi.

Le juge statue en équité.

Section III. - Règles relatives aux jugements.

Article 6.- (art. 7 du projet voté par la Chambre)

L'annulation des jugements de juridiction contentieuse, rendus en matière civile et commerciale par les tribunaux allemands et coulés en force de chose jugée le 1er septembre 1944, peut être demandée au tribunal de première instance compétent, qui statue en équité.

Toutes les parties à l'égard desquelles le jugement a statué, doivent être mises à la cause.

L'action en nullité doit être introduite dans le délai d'une année à partir de la mise en vigueur de la présente loi, faute de quoi les jugements allemands sont validés de plein droit.

Article 7.- (art. 8 du projet voté par la Chambre)

Par dérogation à l'article 6, les jugements qui prononcent un divorce ou une séparation de corps ou qui annulent un mariage ne sortent leurs effets qu'à la condition d'être validés par le tribunal de première instance compétent, qui statue en équité.

La demande en validation doit être introduite ou poursuivie dans le délai d'une année à partir de la mise en vigueur de la présente loi.

Mention du jugement de validation devra être faite en marge de l'acte de mariage.

Article 8.- (art. 9 du projet voté par la Chambre)

Le nouveau mariage qu'un des conjoints aurait contracté avant la mise en vigueur de la présente loi valide de plein droit les jugements qui prononcent un divorce ou annulent un mariage.

Article 9.- (art. 10 du projet voté par la Chambre)

Dans le délai d'un an à partir de la mise en vigueur de la présente loi, la validation des décisions et actes des tribunaux allemands en matière de juridiction gracieuse peut être demandée, par voie de requête, au juge de paix du ressort, qui statue en équité.

Ceux de ces actes ou décisions qui avaient pour but de conférer à un acte juridique la forme prévue par la loi allemande sont traités conformément aux articles 2, 3, 4, 13 et 14 de la présente loi.

Article 10.- (art. 11 du projet voté par la Chambre)

Sans préjudice à l'application des règles du droit commun en cas de poursuites nouvelles pour les mêmes faits, l'

article 6 de la présente loi s'applique aux dispositions des jugements des tribunaux répressifs qui statuent sur des intérêts civils.

Article 11.- (art. 13 du projet voté par la Chambre)

L'article 6 de la présente loi s'applique également aux décisions de justice de nature provisoire.

Chapitre II. - Dispositions relatives aux actes de l'état civil

Article 12.-(art. 14 du projet voté par la Chambre)

Deux photocopies de chaque acte dressé pendant l'occupation seront établies à la diligence de l'officier de l'état civil de la commune où l'acte a été reçu.

Lorsque, en vertu de la loi belge, l'acte pouvait être reçu dans cette commune, l'officier de l'état civil signera les photocopies au verso en attestant qu'elles sont conformes à l'original.

Sinon, il transmettra les photocopies à l'officier de l'état civil de la commune où l'acte aurait dû être reçu. L'officier de l'état civil de cette commune signera les photocopies au verso en attestant, après vérification, qu'elles sont conformes à l'original.

Lorsque les époux n'avaient ni domicile ni résidence dans la commune où le mariage a été célébré, les photocopies de l'acte de mariage seront transmises à la commune belge où l'épouse, ou à son défaut l'époux, avait son domicile ou sa résidence.

Article 13.- (art. 15 et 18 du projet voté par la Chambre)

Dans chaque commune, des registres seront constitués en double, comprenant les photocopies des actes reçus au cours d'une année.

Ces registres seront clos et arrêtés par l'officier de l'état civil qui en dressera la table alphabétique dans la quinzaine de la clôture.

Ils seront ensuite cotés et paraphés sur chaque feuille par le président du tribunal de première instance, ou par le juge qui le remplacera.

L'un des doubles sera déposé aux archives de la commune, l'autre au greffe du tribunal de première instance.

Article 14.- (art. 16 et 17 du projet voté par la Chambre)

Le Roi fixera la date à laquelle les registres photographiques seront substitués aux registres originaux.

A cette date, les registres originaux seront déposés au greffe du tribunal de première instance.

Après cette date, aucun extrait n'en sera plus délivré et aucune mention n'y sera plus faite en marge.

Si, avant cette date, une mention devait être effectuée sur les registres originaux, l'officier de l'état civil l'inscrira tant sur la photocopie que sur l'acte original.

Si la photocopie a été remise à l'officier de l'état civil d'une autre commune, copie littérale de la mention lui sera transmise dans les trois jours.

Article 15.- (art. 19 du projet voté par la Chambre)

Le Roi règlera la contribution aux frais de photocopie.

Chapitre III.- Dispositions relatives aux actes soumis à la transcription ou à l'inscription sur les registres du conservateur des hypothèques.

Article 16.- (art. 20 du projet voté par la Chambre)

Le Roi règle la transcription et l'inscription sur les registres hypothécaires des actes, soumis à ces formalités selon la loi belge, qui ont été passés sous l'occupation et qui se rapportent à des immeubles situés dans la partie du territoire visée à l'article 1er.

Chapitre IV.- Dispositions particulières.

Article 17.- (art. 32 du projet voté par la Chambre)

Pendant un délai d'un an à compter de la mise en vigueur de la présente loi, les prénoms allemands mentionnés dans les actes de naissance inscrits pendant l'occupation ennemie sur les registres de l'état civil des communes visées à l'article 1er, seront remplacés, sur la déclaration du père ou, à son défaut, de la mère, faite devant l'officier de l'état civil du lieu de la naissance de l'enfant.

A défaut des père et mère, cette déclaration pourra être faite par le tuteur qui aura reçu l'autorisation du conseil de famille à cette fin.

La déclaration sera inscrite à sa date sur les registres de l'état civil et mention en sera faite en marge de l'acte de naissance de l'intéressé.

Article 18.- (art. 33 du projet voté par la Chambre)

Quelles que soient les déclarations de reconnaissance dont il aurait fait l'objet, l'enfant naturel, né sous l'occupation allemande dans la partie du territoire visée à l'article 1er, sera réputé avoir été reconnu par sa mère au jour de sa naissance, à moins que, dans le délai d'une année à partir de la mise en vigueur de la présente loi, la mère déclare ne pas vouloir faire bénéficier son enfant de la présente disposition.

La déclaration sera faite devant l'officier de l'état civil de la résidence de l'intéressée et inscrite sur ses registres. Mention en sera faite en marge de l'acte de naissance de l'enfant.

Article 19.- (art. 34, 35 et 36 du projet voté par la Chambre)

L'enfant naturel non reconnu, dont la mère a valablement contracté mariage devant l'officier public allemand, dans la partie du territoire visée à l'article 1er, sera considéré comme légitimé par ce mariage, à moins que, dans le délai d'une année à partir de la mise en vigueur de la présente loi, l'un

des conjoints, qui n'aurait pas déjà reconnu l'enfant, déclare ne pas vouloir le reconnaître.

La déclaration sera faite devant l'officier de l'état civil de la résidence de l'intéressé et inscrite sur ses registres. Mention en sera faite en marge tant de l'acte de mariage des conjoints que de l'acte de naissance de l'enfant.

La légitimation produira ses effets à la date du mariage.

Notamment, l'enfant légitimé concourra, en cette qualité, aux successions ouvertes depuis cette date.

Article 20.- (art. 37 du projet voté par la Chambre)

Les actions en nullité des actes relatifs à une liquidation de communauté ou de succession, effectuée suivant d'autres règles de fond que les dispositions d'ordre public de la loi belge, devront être introduites, sous peine d'irrecevabilité, dans le délai d'une année à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Lorsque ces actions dépendent de la solution d'une contestation relative à l'état des personnes intéressées, le délai ne commencera à courir que du jour où la décision sera devenue définitive.

La nullité ne pourra préjudicier aux droits des tiers qui se prévaudront de titres reconnus valables par les articles 2 et 3 de la présente loi.

Les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'application du présent article seront tranchées en équité par le tribunal compétent, qui pourra notamment annuler totalement ou partiellement l'acte juridique entrepris, tout en déclarant que les prestations déjà effectuées seront maintenues en tout ou en partie.

Article 21.- (art. 38 du projet voté par la Chambre)

Sous réserve des droits des tiers, dans le délai d'une année à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, les époux qui ont contracté mariage sous l'occupation, dans la partie du territoire visée à l'article 1er, pourront opter pour un des régimes de la loi belge ou faire toutes conventions matrimoniales qui ne sont pas contraires à cette loi.

A défaut d'agir dans ce délai, les conjoints seront censés être mariés sous le régime de la communauté légale belge.

Le présent article ne s'applique pas aux époux qui auraient fait une convention matrimoniale conforme aux dispositions d'ordre public de la loi belge.

Article 22.- (art. 39 du projet voté par la Chambre)

Les sociétés commerciales constituées avant le 10 mai 1940 et dont les statuts auraient été modifiés par application de la législation allemande, sont de plein droit régies par leurs statuts en vigueur au 10 mai 1940 à partir du moment où la législation allemande a cessé d'être imposée; sont toutefois maintenues les augmentations ou réductions de capital effectuées sous l'occupation. Dans ce cas, le montant de l'augmentation ou de la réduction est converti sur la base de 5 francs par Reichsmark.

Les sociétés constituées après le 10 mai 1940 devront, dans le délai d'une année à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, mettre leurs statuts en harmonie avec la loi belge, à peine de dissolution; le taux de conversion du capital social est fixé à 5 francs par Reichsmark.

Les résultats des actes de gestion accomplis sous les statuts allemands restent à la charge ou au bénéfice de la société de droit belge.

Toutefois, les dispositions qui précèdent n'auront d'effet sur la mise sous séquestre édictée par l'arrêté-loi du

23 août 1944 que si les sociétés en cause justifient que des personnes physiques ou morales belges, alliées ou neutres, étaient, au 1o mai 1940 et postérieurement, propriétaires et exerçaient le contrôle de ces sociétés, sauf application éventuelle de l'arrêté-loi du 10 janvier 1941.

Le recours contre le maintien du séquestre sera exercé conformément à l'article 3 de l'arrêté-loi du 23 août 1944.

Les dispositions des alinéas 1er et 2 du présent article ne sont pas applicables aux sociétés qui ont valablement et volontairement transféré leur siège en Allemagne avant la transformation forcée en société de droit allemand.

## Titre II.

## D R O I T  P U B L I C .

Article 23.- (art. 40 du projet voté par la Chambre)

Sans préjudice à l'application de l'arrêté-loi du 10 janvier 1941, sont validés de plein droit, sous réserve des dispositions de l'alinéa 2, les actes accomplis postérieurement au 10 mai 1940, par application de la loi allemande et ayant prétendu créer, modifier ou éteindre des droits et obligations dans le chef des communes visées à l'article 1er, des établissements publics placés sous le contrôle du Gouvernement ou de ces communes ainsi que des associations de communes dont elles font ou ont fait partie ou ayant trait aux biens de ces communes, établissements et associations de communes.

Toutefois, le Roi pourra, dans un délai de douze mois à dater du jour de la mise en vigueur de la présente loi, soit d'office, soit sur demande des intéressés introduite dans un délai de six mois à partir de la même date:

1° invalider ces actes;

2° maintenir en tout ou en partie les effets acquis des actes invalidés;

3° régler les compensations éventuellement dues, soit par et aux communes, établissements et associations de communes

susvisées, soit par et aux créanciers et débiteurs de bonne foi de ceux-ci, en cas de lésion d'intérêts légitimes soit par l'effet de la validation prévue à l'alinéa 1er, soit par celui des mesures visées aux 1° et 2° ci-dessus.

Article 24.- (art. 41 du projet voté par la Chambre)

Les dispositions de l'article 23 sont applicables aux actes de même nature se rapportant aux biens, droits et obligations des organismes allemands, investis par l'autorité allemande de la gestion des communes belges, étant entendu que ces biens, droits et obligations sont censés appartenir aux communes qui ont été comprises, en tout ou en partie, dans les dits organismes, à l'exception de ceux de ces biens, droits et obligations dont la constitution ne provient pas de contributions financières de ces communes.

La liquidation des biens, droits et obligations revenant aux communes se fera entre elles en fonction des contributions qu'elles ont versées en vue de la formation du patrimoine commun.

Le Roi déterminera les modalités de la répartition des biens mobiliers et immobiliers composant le patrimoine, ainsi que de la conversion des avoirs mobiliers exprimés en Reichsmark. Il désignera les liquidateurs qui seront chargés de l'application des arrêtés relatifs à ces modalités.

## Titre III.

## D R O I T  F I S C A L .

Article 25.- (art. 42 du projet voté par la Chambre)

Sans préjudice des dispositions ci-après, sont enregistrés gratuitement et exemptés des droits de timbre, de greffe et d'hypothèque, les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution de la présente loi.

Article 26.- (art. 43 et 44 du projet voté par la Chambre)

Le Roi peut dispenser de la formalité de l'enregistrement et, le cas échéant, exempter du droit d'hypothèque, les actes et pièces à transcrire ou à inscrire, en exécution de l'article 16 de la présente loi, dans les registres des conservateurs des hypothèques, lorsqu'il est établi que l'impôt dû en vertu de la législation allemande a été payé du chef de ces actes.

A défaut de preuve du paiement de l'impôt, les actes précités doivent être présentés à la formalité de l'enregistrement avant transcription ou inscription et, au plus tard, dans l'année de l'entrée en vigueur de la présente loi, au bureau de l'enregistrement dans le ressort duquel le détenteur de la minute a sa résidence.

Une amende égale aux droits éludés avec minimum de deux cents francs est encourue indivisiblement par les parties contractantes si celles-ci n'ont pas consigné en mains du détenteur précité, au plus tard la veille de l'expiration du délai d'un an, le montant du droit dû. Si cette consignation a été faite dans ce délai, l'amende est encourue personnellement par le détenteur.

L'enregistrement est effectué sur la minute des actes et, en cas de destruction de celle-ci, sur une expédition.

Les renouvellements d'inscriptions restent soumis au droit commun.

Het door de Kamer goedgekeurd ontwerp van wet heeft als doel de gevolgen te regelen van de toepassing der Duitse wet in het gedeelte van het Belgisch grondgebied dat er door geweld aan onderworpen werd.

Enkel door misbruik van zijn macht en in strijd met de hem door de Conventie van Den Haag opgelegde voogdij, heeft de bezetter, zoals de memorie van toelichting er op wijst, de in België geldende wetten geschorst en de toepassing van de Duitse wetgeving in de Oostelijke gewesten verplichtend gemaakt. Daar de inlijvingsdecreten van 18 en 23 Mei 1940 in scherpe tegenstelling zijn met de beginselen van het internationaal publiekrecht, kunnen zij dan ook geen rechtsgevolgen gehad hebben.

Bij de bevrijding had de wetgever de taak de aldus ontstane toestand te regelen. Verscheidene stelsels konden in dit opzicht in overweging worden genomen.

Het radicaalst was alles wat bij toepassing van de Duitse wetgeving was gedaan eenvoudig te handhaven of, integendeel, enkel de handelingen overeenkomstig de Belgische wet verricht als geldig te erkennen. Die twee uiterste oplossingen heeft men terzijde gesteld.

Een andere oplossing kan men vinden in de toepassing van het Belgisch recht op de toestanden die in de Oostelijke gewesten uit de oorlog waren ontstaan, maar dan met enige verzachting dank zij welke een aantal gevolgen die de toepassing van het Duitse recht met zich heeft gebracht, blijven voortbestaan. Dit stelsel is in het ontwerp aangenomen.

Op verschillende wijzen echter kan men zulk een stelsel opvatten, volgens de min of meer ruime toepassing die men aan de bepalingen van het Belgisch recht wil geven en volgens de daaraan beantwoordende min of meer grondige wijzigingen die men in de rechtstoestanden, onder de Duitse wetgeving ontstaan, wil aanbrengen.

.../...

De Raad van State is voorstander van een stelsel dat op het begrip Belgische openbare orde berust, waarvan de toepassing echter wordt verzacht door de rechter die uitspraak doet naar billijkheid.

In beginsel zou dat stelsel alles handhaven wat niet strijdig is met de nationale openbare orde en de akten die kunnen bestreden worden, zouden binnen een korte termijn moeten bestreden worden; zoniet zouden zij, op sommige uitzonderingen na, als definitief geldig moeten beschouwd worden.

Een ander stelsel had men onder ogen kunnen nemen dat niet op de nationale openbare orde, maar op de Belgische internationale openbare orde zou zijn gesteund, met dien verstande dat het aanwenden van dat begrip niet de minste erkenning van de regelmatigheid der inlijving, waartoe het Reich in 1940 is overgegaan, impliceerde. Daar die inlijving met miskenning van het Recht is voltrokken, was zij niet meer dan een eenvoudige feitelijkheid en kan zij noch voor het Belgisch, noch voor het internationaal recht enig rechtsgevolg hebben gehad.

Het begrip Belgische internationale openbare orde zou hier slechts aangewend worden als een procédé om te bepalen welke akten moeten gehandhaafd worden, ofschoon zij onder de Duitse wetgeving zijn tot stand gekomen.

Door dit procédé aan te nemen, zou men het aantal te vernietigen akten aanzienlijk beperken, vermits enkel daarvoor in aanmerking zouden moeten komen die welke strijdig zijn met de Belgische internationale openbare orde, d.w.z. de akten die het openbaar geweten op bijzonder ernstige wijze aanstoot geven.

.../...

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN VAN HET DOOR DE KAMER GOEDGEKEURDE ONTWERP.

Artikel 1.-

Zoals artikel 1 is gesteld, vallen niet onder toepassing van de wet de rechterlijke beslissingen, door Duitse gerechten in Duitsland gewezen in zaken betreffende Belgen van de ingelijfde gebieden.

De Raad van State stelt voor dit artikel zo te wijzigen dat met al de hypothesen, waarvan sprake in het ontwerp, rekening wordt gehouden.

De uitdrukking "de Belgische grondgebieden" moet men vermijden: er is maar één Belgisch grondgebied. (Titel 1 en artikel 80 van de Grondwet)

Artikel 2.-

Eerste opmerking.

Artikel 2 moet worden onderzocht in verband met artikel 3, eerste lid. Immers, beide artikelen behelzen de beginselen van het ontwerp.

In dit opzicht luidt de memorie van toelichting als volgt :

"Artikel 2 van het ontwerp van wet valideert, wat de vorm betreft, de overeenkomstig de vormvereisten van het Duits recht opgemaakte akte. Maar die akte blijft, voor wat de grond der zaak betreft, onderworpen aan het Belgisch recht.". (blz. 4)

.../...

Het verslag, namens de Kamercommissie voor de Justitie uitgebracht, vat de toestand samen als volgt :

"De authentieke akte is geldig als dusdanig, afgezien van het feit of zij opgemaakt of verleden werd volgens het Duits recht of overeenstemt met de voorschriften van het Belgisch recht ... De juridische handelingen en akten zijn aan het Belgisch recht onderworpen (wat betreft de grond)". (blz. 3 en 4)

Terwijl de memorie van toelichting algemene termen gebruikt die zowel op authentieke als op niet authentieke akten toegepast kunnen worden, is in de tekst van het ontwerp en in het verslag der Commissie voor de Justitie enkel sprake van authentieke akten.

Daarentegen bepaalt artikel 3 van het ontwerp dat de rechtsfeiten en -akten, wat de grond der zaak betreft, aan het Belgisch recht onderworpen blijven, hetgeen a contrario inhoudt dat voor om het even welke rechtsakten de Duitse wetgeving kan gelden wat de vorm betreft.

Om de bepalingen van de artikelen 2 en 3 van het ontwerp in overeenstemming te brengen, dient men te bepalen dat elke al dan niet authentieke akte, die naar de vorm geldig zou zijn ten opzichte van de Duitse wet, naar de vorm als regelmatig zal worden beschouwd ten aanzien van de Belgische wet.

Zulk een bepaling impliceert dat, indien voor een akte in België een vorm is vereist, terwijl in Duitsland geen bijzondere vorm is vereist, de akte overeenkomstig de Duitse regelen opgemaakt niettemin als formeel geldig zal worden beschouwd.

.../...

Voorts is het vanzelfsprekend,en het is overbodig dit in het ontwerp (zie artikel 2, tweede lid)te zeggen, dat de akte die, wat de vormen betreft, niet aan de vereiste van het Duits recht voldoet maar de door de Belgische wet opgelegde vormvereisten in acht neemt, een geldige titel is.

Tweede opmerking.

Zoals er hierboven reeds werd aan herinnerd, stelt de memorie van toelichting als beginsel op dat de overeenkomstig de vormvereisten van het Duits recht opgemaakte akte geldig is, maar dat zij, wat de grond der zaak betreft, aan het Belgisch recht onderworpen blijft.

Wanneer het beginsel zo is gesteld, blijft een grote moeilijkheid bestaan.

Wat zal er geschieden met de akten waarvoor in ons recht vormvereisten zijn opgelegd als vereisten betreffende de grond der zaak, d.w.z. als wezenlijke vereisten van intrinsieke geldigheid, zoals de plechtige akten?

Past men voornoemd beginsel letterlijk toe, dan komt men tot een tegenspraak.

Immers, aangezien de Duitse vormvereisten geen geldige vereisten betreffende de grond der zaak kunnen zijn daar zij bij hypothese niet aan de vereisten der Belgische wet beantwoorden, zou de in zulke vormen opgemaakte akte, wat de grond der zaak betreft, onregelmatig zijn om de reden zelf waarom zij, wat de vorm betreft, regelmatig werd verklaard.

Om die tegenspraak te vermijden,dient men derhalve tussen twee stelsels te kiezen : of wel krijgt de grond der

.../...

zaak de voorrang en elke vorm, vereist ad solemnitatem, is van geen waarde, indien hij overeenkomstig de Belgische wetten niet regelmatig in acht werd genomen; of wel haalt de vorm het en wordt de akte die aan de vormvereisten der Duitse wet voldoet, als geldig beschouwd, zelfs indien de vorm een vereiste betreffende de grond der zaak was in de Belgische wet.

Laatstgenoemd stelsel schijnt het meest overeen te stemmen met de geest van het ontwerp. Derhalve wijzige men de tekst van artikel 2 in die zin.

Het beginsel volgens hetwelk de akte , wat betreft de grond der zaak, aan de Belgische wet is onderworpen, verliest het dienvolgens elke practische betekenis voor de plechtige akten?

Volstrekt niet.

De Belgische wet blijft van toepassing op de grond der zaak, maar slechts voor zover de grond der zaak onafhankelijk is van de vorm. Gaat het integendeel om vereisten betreffende de grond der zaak die aan de vorm zijn gebonden, dan heeft de Duitse vorm de bovenhand en maakt de akte, wat dat punt betreft, geldig zowel wat de vorm als wat de grond der zaak aangaat.

Derde opmerking.

Luidens artikel 2, derde lid, van het ontwerp worden de bij de akte overgelegde stukken die aan de door het Belgisch recht gestelde vormvereisten niet voldoen, geacht regelmatig te zijn wat de vorm betreft, indien het Duits recht er zich mede vergenoegde.

.../...

Bij voorbeeld: volgens het Belgisch recht moeten de bij sommige authentieke akten gevoegde volmachten eveneens een authentiek karakter hebben. Indien het Duitse recht zulks niet eist, volstaat een onderhandse volmacht en zal deze, wat de vorm betreft, als regelmatig worden beschouwd.

De onderzochte tekst wordt overbodig, als men de nieuwe redactie voor de artikelen 1 en 2 voorgesteld in aanmerking neemt.

Immers, zo wij tot het zoëven aangehaalde voorbeeld terugkeren, of de volmacht al dan niet op het in artikel 1 bepaalde grondgebied is opgemaakt om vervolgens bij een op voornoemd grondgebied verleden authentieke akte te worden overgelegd, de formele geldigheid van deze volmacht zal vast staaan, vermits de nieuwe wet, die de gevolgen van de toepassing der Duitse wet in hetzelfde grondgebied regelt, de ten aanzien van die vreemde wet geldige akten als regelmatig naar de vorm aanziet.

Artikel 3.-

Eerste opmerking.

Artikel 3, eerste lid, stelt als beginsel op dat de rechtsfeiten en-akten, tot stand gekomen tijdens de periode van de gedwongen toepassing van de Duitse wetgeving, geacht worden, wat de grond betreft, steeds zonder ophouden aan de bepalingen van de Belgische wet onderworpen te zijn geweest, of het gaat om bepalingen van openbare orde dan wel aanvullende bepalingen zijn.

Bij toepassing van het aldus gestelde beginsel zegt artikel 3, tweede lid, dat alle verwijzingen naar bepalingen

.../...

of naar een complex van bepalingen van het Duits recht worden beschouwd als verwijzingen naar de overeenstemmende bepalingen van het Belgisch recht. Ook hier wordt geen onderscheid gemaakt tussen de regelen van openbare orde van de Belgische wet, waarvan niet mag worden afgeweken, en de aanvullende regelen waarvan mag worden afgeweken, namelijk met verwijzing naar bepalingen van de Duitse wet die niet in strijd zijn met de Belgische openbare orde.

Door het ene recht in de plaats te stellen van het andere onder de boven genoemde voorwaarden, kan men evenwel de bestanddelen raken die de wil van de partijen hebben bepaald en kan men de tenuitvoerlegging van de akte meer bezwarend maken. Daarom stelt het ontwerp de belanghebbenden in de gelegenheid de vernietiging van de akte onder bepaalde omstandigheden aan te vragen.

De ontleding verder drijvend, kan men de economie van artikel 3 als volgt beschrijven :

Daar het Belgisch recht geacht wordt van het begin af deel te hebben uitgemaakt van alle bepalingen der akte, kan de partij, die er belang bij heeft, eisen, of wel een tenuitvoerlegging overeenkomstig de Belgische wet, <u>in de mate waarin de akte nog niet ten uitvoer is gelegd</u>, of wel de vernietiging van de gedane tenuitvoerlegging, waarbij een nieuwe tenuitvoerlegging in de plaats treedt, <u>in de mate waarin de akte reeds ten uitvoer is gelegd</u>. Voor dit laatste geval is in het ontwerp geen termijn vastgesteld tijdens welke de partij moet handelen. Voor deze termijn geldt dus het gemeen recht.

.../...

Zo de partij, die belang heeft bij een tenuitvoerlegging overeenkomstig de Belgische wet, de hierboven bepaalde rechten bezit, zal daarentegen de partij, waarvoor een zodanige tenuitvoerlegging zowel voor het verleden (tenuitvoergelegde akte waarvan de tegenpartij een verschillende tenuitvoerlegging kan eisen) als voor het toekomende (nog niet tenuitvoergelegde akte) meer bezwarend blijkt, volgens het ontwerp de vernietiging van de akte kunnen aanvragen, onder verplichting echter binnen het jaar te handelen, zelfs wanneer de andere partij niet binnen dezelfde termijn haar wil heeft doen kennen om op een reeds gedane tenuitvoerlegging terug te komen. Deze laatste gevolgtrekking spruit logisch voort uit het boven aangestipte feit, dat de termijn niet is opgelegd aan de partij die door de tenuitvoerlegging overeenkomstig de Belgische wet is bevoordeeld.

Aan het bovenstaande ziet men dat het ontwerp een ommekeer zal teweegbrengen in een ganse reeks onder de bezetting ontstane rechtstoestanden.

Zulks ware in mindere mate het geval, indien men alles wat niet met de Belgische openbare orde strijdig is in stand hield, zodat de in de plaatsstelling van de Belgische wet derhalve uitsluitend binnen de perken van die openbare orde zou geschieden.

Een zodanig stelsel zou rekening houden met het verschil tussen de bepalingen van openbare orde en de aanvullende bepalingen; gene zijn dwingend voor allen die juridische akten opstellen, deze zijn alleen toepasselijk wanneer de belanghebbenden er niet van afgeweken zijn door bijzondere bedingen, waarvan de keus hun overeenkomstig het beginsel der wilsautonomie vrij staat, zodat zij op het gebied waar hun wil soeverein was, konden verwijzen naar bepalingen van

.../...

het Duitse recht die niet in strijd waren met de bepalingen van openbare orde van het Belgische recht.

In tegensteling met wat de memorie van toelichting schijnt aan te nemen, kan de verwijzing naar de Duitse wet niet alleen uitdrukkelijk, maar ook stilzwijgend geschieden. De rechter zal dienen uit te maken, met inachtneming van alle elementen der zaak, of de partijen hebben willen verwijzen naar de aanvullende bepalingen van de Belgische wet dan wel naar die van de Duitse wet voor zover deze laatste niet strijdig zijn met onze openbare orde.

Weliswaar is de verwijzing naar het Duitse recht niet altijd volstrekt vrij geweest; evenwel blijkt dit bezwaar te moeten onderdoen voor de noodzaak, om niet te veel rechtstoestanden te herzien. Bovendien blijven van toepassing de bepalingen betreffende de gebreken in de toestemming en het bijzonder uit de oorlog ontstaan recht (met name de besluitwet van 10 Januari 1941 inzake de door de vijand genomen maatregelen houdende ontheffing uit het bezit).

Men zou als een bezwaar kunnen tegenwerpen dat de Belgische rechtbanken vele jaren lang zullen moeten kennis nemen van de toepassing van het Duitse recht op de door Belgen gesloten overeenkomsten, maar dit bezwaar bestaat reeds in het ontwerp zelf, vermits, volgens het tweede lid van artikel 3, de rechter zal moeten oordelen welke bepalingen van het Belgisch recht met die van het Duitse recht overeenstemmen (zie ook artikel 5 van het ontwerp).

Tweede opmerking.

Welk stelsel men ook aanneme - dat van het ontwerp waarbij de Belgische wet in de plaats wordt gesteld van de Duitse wet, in al haar bepalingen, of een minder radicaal

.../...

stelsel waarbij deze indeplaatsstelling uitsluitend binnen de perken van de openbare orde geschiedt -, steeds zal de toepassing van een van beide stelsels min of meer diepgaande wijzigingen in een aantal rechtstoestanden teweegbrengen.

Om de aldus ontstane storingen tot een minimum terug te brengen, is het nodig het aangenomen stelsel te matigen door te bepalen dat de moeilijkheden, waartoe de toepassing van artikel 3 zou kunnen aanleiding geven, naar billijkheid door de bevoegde rechtbank zullen beslecht worden.

Deze opzettelijk zeer ruime formule dekt alle hypothesen die zich kunnen voordoen. Sommige er van zijn reeds uitdrukkelijk in artikel 3 van het ontwerp bepaald (nietigverklaring aangevraagd door de partij voor wie de tenuitvoerlegging meer bezwarend wordt).

De partijen zullen vrij al hun moeilijkheden bij de rechter aanhangig kunnen maken en deze, uitspraak doende naar billijkheid, zal niet alle gevolgtrekkingen moeten maken die strikt voortvloeien uit het feit dat de ene wet in de plaats van de andere is gesteld.

Of het gaat, bijvoorbeeld, om een vordering tot vernietiging, uitgaande van de partij die er belang bij heeft dat de tenuitvoerlegging geschiedt overeenkomstig de Belgische wet, of om een zelfde vordering ingediend door de partij voor wie een zodanige tenuitvoerlegging meer bezwarend blijkt (zie eerste opmerking hierboven), de rechter zal kunnen maar zal niet moeten nietigverklaren. Ook zal hij de bestreden juridische akte geheel of gedeeltelijk kunnen vernietigen, maar terzelfdertijd zal hij kunnen verklaren dat de verstrekte prestaties geheel of gedeeltelijk behouden blijven.

.../...

Zo ook kan de rechter, wanneer een vordering nu niet meer betreffende de vernietiging maar betreffende de tenuitvoerlegging van de akte bij hem aanhangig is gemaakt, deze tenuitvoerlegging overeenkomstig de billijkheid regelen, zonder zich te moeten bekommeren om de strikte gevolgen af te leiden uit het feit dat het Belgisch recht in de plaats van het Duitse recht is gesteld.

Derde opmerking.

De Raad van State is van oordeel dat er geen reden is om de bevoegdheid in dezen uitsluitend aan de rechtbank van eerste aanleg toe te kennen. De bevoegdheid zal bepaald worden volgens de regelen van het gemeen recht.

Volgens het stelsel van het ontwerp zou de vrederechter of de rechtbank van koophandel, waarbij een vordering tot tenuitvoerlegging van een overeenkomst aanhangig is gemaakt, uitspraak over de vordering tot vernietiging vanwege de verweerder moeten opschorten tot de burgerlijke rechtbank haar beslissing heeft gegeven.

Vierde opmerking.

Bij artikel 3 is een termijn van een jaar, te rekenen van de inwerkingtreding der wet, opgelegd voor het indienen van de vordering tot vernietiging uitgaande van de partij voor wie de tenuitvoerlegging meer bezwarend blijkt.

Wij zagen (zie eerste opmerking) dat een zodanige termijn niet bestaat voor de partij die belang heeft bij een tenuitvoerlegging overeenkomstig de Belgische wet.

.../...

Met het oog op het ingewikkeld karakter van de moeilijkheden waartoe artikel 3 van het ontwerp kan aanleiding geven, niet alleen voor het verleden maar ook voor het toekomende, komt het wenselijk voor in dit artikel geen termijn te stellen.

Artikel 4.-

Artikel 4 van het ontwerp slaat op de authentieke akten, die uit zich zelf uitvoerbare kracht hebben en waarvoor bijgevolg gedwongen tenuitvoerlegging mogelijk is zonder voorafgaande gerechtelijke titel.

Volgens het ontwerp kunnen deze akten onveranderd gebruikt worden, mits men de rechtspleging voorgeschreven bij de wet van 15 Augustus 1854 op de gedwongen onteigening volgt.

Aangezien het bezit van een uitvoerbare authentieke titel niet alleen het beslag op onroerend goed, doch elke andere beslaglegging of gedwongen tenuitvoerlegging mogelijk maakt, zou men artikel 4 ruimer moeten formuleren.

Op die wijze zou tevens overbodig worden het laatste lid van dit artikel, dat artikel 90 der wet van 15 Augustus 1854 zonder meer overneemt en waaraan de belanghebbenden zich natuurlijk zullen moeten onderwerpen opdat hun rechtspleging van gedwongen tenuitvoerlegging overeenstemt met de Belgische wet inzake beslag op onroerend goed.

Tenslotte bepale men dat, waar nodig, het Belgische formulier van tenuitvoerlegging het Duitse formulier zal vervangen.

.../...

Artikel 5.-

Eerste opmerking.

In de Franse tekst zijn de woorden "pouvoirs des parties et de leurs représentants légaux" niet goed gekozen.

Macht is niet hetzelfde als bekwaamheid.

De bekwaamheid is de geschiktheid om zelf geldig op te treden; de macht is de geschiktheid om in naam van anderen geldig op te treden (De Page, Droit civil, T.V, nr 492).

Wat in het ontwerp de "pouvoirs" van partijen heet, beantwoordt in feite aan de bekwaamheid van partijen. Het woord "pouvoirs" wordt slechts op de wettelijke vertegenwoordigers juist toegepast.

In de Nederlandse tekst stemt het woord "bevoegdheden" niet goed overeen met "pouvoirs".

.../...

Tweede opmerking.

De memorie van toelichting commentarieert dit artikel als volgt:

" Artikel 5 beoogt enkel de inachtneming van de regelen van het Duits recht in zake toestemming tot het huwelijk, bekwaamheid,bevoegdmaking, enz... Inderdaad, deze vraagstukken houden meer verband met de vorm dan met de grond van de akten. Het in artikel 2 vermelde beginsel werd er dan ook toepasselijk op gemaakt.".

Deze verklaring is moeilijk overeen te brengen met de tekst van artikel 5.

Deze bepaling lijkt volkomen algemeen te zijn en slaat bijgevolg op de toestemming van al de personen die bij het huwelijk optreden, alsmede op de voorwaarden naar de vorm en naar de grond van die toestemming. Evenzo, neemt artikel 5 blijkbaar aan dat het Duitse recht van toepassing is,zo wat de vorm als wat de grond der zaak betreft,op heel het domein van de bekwaamheid en de onbekwaamheid der personen, wat logischerwijze de erkenning insluit van alles wat gedaan werd overeenkomstig de Duitse regelen die voor de verschillende regimes van onbekwaamheid gelden.

Met betrekking tot dit laatste punt, is het de vraag in welke mate het ontwerp aldus afwijkt van het beginsel gesteld in artikel 3, eerste lid, waarbij de rechtshandelingen,wat de grond der zaak betreft, aan het Belgische recht onderworpen worden.

Deze afwijking, die minder belangrijk is dan men op eerste gezicht zou onderstellen, lijkt strikt beperkt te zijn tot de bekwaamheid, de bevoegdmaking en de macht van de wettelijke vertegenwoordigers; zij slaat niet op de grond van de akten die regelmatig en overeenkomstig de vereisten van de Duitse wet werden verleden door een onbekwame die vertegenwoordigd was, bevoegdgemaakt was of alleen optrad.

Met andere woorden, niet omdat zij uitgaan van een persoon, die volgens de Belgische wet onbekwaam was of de macht niet had om op te treden zal men zulke akten in twijfel kunnen trekken; wel zal men ze,eventueel , als strijdig met de bepalingen van het Belgische recht over de grond van de zaak kunnen

aanvallen om elke andere oorzaak die geen verband houdt met de bekwaamheid, de bevoegdmaking of de macht van de wettelijke vertegenwoordigers. Behalve dit laatste voorbehoud, blijft dus voor deze akten, evenals voor de handelingen door bekwame personen verricht, van meet af de nationale wetgeving gelden, met de gevolgen die daaruit voortvloeien.

Aangezien, enerzijds, volgens de memorie van toelichting, artikel 5 enkel een toepassing is van artikel 2, terwijl deze opvatting niet tot uiting komt in de tekst van artikel 5; aangezien, anderzijds, de Kamer, niettegenstaande de gebrekkige redactie van artikel 5, blijkbaar niet het inzicht heeft gehad Duitse regelen die met de Belgische openbare orde in strijd zijn, op de grond van de zaak te laten toepassen; gezien tenslotte de nieuwe tekst, voorgesteld ter vervanging van de artikelen 2 en 3, is de Raad van State van oordeel artikel 5 te schrappen, omdat het verwarring kan stichten en voortaan overbodig lijkt.

Wat de toestemming tot het huwelijk betreft, deze stof is trouwens geregeld in de artikelen 180 en volgende van het Wetboek.

Artikel 6.-

Dit artikel dient met de voorgestelde nieuwe redactie van artikel 3 in overeenstemming te worden gebracht, voor zover het gaat om de bepalingen van openbare orde der Belgische wet en het optreden van de rechter die naar billijkheid uitspraak doet.

Artikel 7.-

Luidens artikel 7 van het ontwerp, kan de nietigverklaring van de vonnissen van eigenlijke rechtspraak die in burgerlijke en in handelszaken werden gewezen, binnen het jaar na de inwerkingtreding van de wet worden aangevraagd. Indien deze termijn is verstreken zonder dat een vordering tot nietigverklaring werd ingesteld, zijn de Duitse vonnissen van rechtswege geldig verklaard, zelfs indien de bepalingen er van strijdig zijn met de Belgische openbare orde.

Volgens de memorie van toelichting is artikel 7 noodzakelijk, "zo men spoedig een einde wil maken aan de onzekerheid

die er in de onder artikel 1 vermelde gebieden heerst, niet alleen omtrent de staat en de bekwaamheid van de personen, maar omtrent het goederenstelsel".

Wat de rechtbank betreft bij welke de vordering tot nietigverklaring aanhangig is gemaakt, zij "zal het Duits vonnis geldig of nietig verklaren; daartoe zal zij de vraag of de bestreden beslissing de Belgische wet niet overtreden heeft als beoordelingscriterum nemen ".

Het Duitse vonnis is geen gevolg van de wil van partijen, maar gaat uit van niet erkende rechtbanken die door een overweldiger werden gevestigd. Derhalve moet aan partijen de mogelijkheid worden gelaten om de zaak in haar geheel door een Belgische rechter opnieuw te doen onderzoeken.

Terwijl, volgens het door de Raad van State voorgesteld artikel 3, de akte, opgemaakt overeenkomstig het Duitse recht, geldig is voor zover zij niet tegen de nationale openbare orde indruist, kan zulks niet gelden voor het Duitse vonnis.

De Belgische rechter moet niet enkel het recht, doch ook het feit opnieuw onderzoeken. Een dergelijk onderzoek impliceert dat men zich verlaat op de nationale rechter, die de zaak naar billijkheid, zonder overdreven gestrengheid, beslecht, en aldus wat onaanvaardbaar is, vernietigt, zonder op ongewenste wijze de toestanden overhoop te gooien.

De verplichting die het ontwerp hem oplegt om uitspraak te doen "terwijl hij daarbij uitsluitend de Belgische wet toepast" is te onbeperkt. Het ligt voor de hand dat hij, bij voorbeeld, geen Duits vonnis moet vernietigen dat berust op een akte die door de artikelen 2 en 3 van het ontwerp als geldig wordt beschouwd. Anderdeels ware het niet gewenst, de Belgische rechter te verplichten tot een strenge toepassing van sommige bepalingen van ons nationaal recht die niet van openbare orde zijn.

Daarentegen zal de Belgische rechter evenmin gebonden zijn door de wijze waarop de vreemde rechtbank Duitse regelen, zelfs al zijn deze niet strijdig met onze openbare orde, toegepast heeft; hij moet immers zijn beoordeling in de plaats van die van de Duitse rechter kunnen stellen.

Zal de Belgische rechter gebonden zijn door de regelen van openbare orde van de nationale wet? Ja, in die zin dat hij niet kan aannemen dat een Duits vonnis oplossingen huldigt die in strijd zijn met de grondbeginselen van ons recht (bijvoorbeeld een grond tot echtscheiding die onze wetten niet erkennen, zoals de krankzinnigheid), maar hij moet niet noodzakelijkerwijze iedere waarde ontkennen aan de vaststellingen die de Duitse rechtbank heeft gedaan of aan de bewijzen die zij heeft aanvaard.

Met het stelsel door de Raad van State aangeraden, kan de Belgische rechter, juist zoals in artikel 3, het Duitse vonnis vernietigen, maar hij is er niet toe verplicht. Ook slechts gedeeltelijk kan hij het vernietigen, en daarbij verklaren dat de tenuitvoerlegging, voor zover zij reeds geschied is, geheel of ten dele zal worden behouden.

Artikel 8.-

Dit artikel wijkt af van het stelsel van artikel 7, wat betreft de vonnissen inzake echtscheiding, scheiding van tafel en bed en nietigverklaring van een huwelijk.

Niet de vernietiging, maar de geldigverklaring van deze vonnissen moet binnen de termijn van één jaar worden aangevraagd. Bij het verstrijken van deze termijn, indien de betrokkenen geen aanvraag hebben ingediend, vervalt de uitgesproken echtscheiding of vernietiging en wordt het huwelijk geacht altijd te hebben bestaan.

De memorie van toelichting verantwoordt de bepalingen van artikel 8 als volgt: " Daar in die gevallen de openbare orde er steeds bij betrokken is, was het niet mogelijk de echtgenoten zelf over de geldigverklaring van het Duits vonnis te laten beslissen. Inderdaad, bijaldien geen bijzondere bepaling werd vastgesteld, zou het voldoende geweest zijn

.../...

dat de echtgenoten de termijn, om de bij artikel 7 voorziene vordering tot nietigverklaring in te stellen, lieten verstrijken . . . . . ".

Eerste opmerking.

Twee stelsels kan men in overweging nemen, wat betreft de vonnissen bedoeld in het ontwerp: of wel deze onderworpen aan het regime van artikel 7 en in dit geval is het overbodig een bijzondere tekst op te stellen, of wel ze onderworpen aan een bijzonder regime, dat in het onderhavig geval door artikel 8 wordt ingericht. Het ontwerp berust op de tweede oplossing.

Het is niet zonder nut de gevolgen van beide stelsels uiteen te zetten.

I. Het stelsel van artikel 7.

Indien men het stelsel van artikel 7 toepast op de vonnissen waarvan sprake in artikel 8, zullen deze als definitief geldig worden beschouwd ingeval zij, binnen het jaar na het inwerkingtreden van de wet, niet zijn bestreden.

Wanneer de partijen, zelfs vrijwillig, niet optreden, zal daar niet uit volgen dat de huwelijke staat hersteld is. Kinderen, die na de echtscheiding verwekt zijn, zullen geen wettige kinderen worden. De verweerster tegen wie de echtscheiding uitgesproken werd en wier gewezen echtgenoot onder dwang bij het Duitse leger ingelijfd, overleden is zonder een rechtsopvolger na te laten, zal op de hoedanigheid van weduwe geen aanspraak kunnen maken en geen pensioen eventueel kunnen trekken.

.../...

Het stelsel van artikel 7 komt dus neer op het volgende: ingeval de partijen niet optreden, wordt de bestaande rechtstoestand niet veranderd door een gans verschillende toestand in de plaats er van te stellen.

II. Het stelsel van het ontwerp.

Ter verantwoording van de afwijking die aan het regime van artikel 7 wordt gebracht, voert het stelsel van het ontwerp aan dat de contrôle van de rechtbanken volstrekt noodzakelijk was voor het geldig verklaren van het Duits vonnis, vermits de openbare orde steeds in dezen is betrokken, en men niet kan toelaten dat de echtgenoten zulke geldigverklaring verwezenlijken door niet op te treden.

Het huwelijk is een instelling waarvan de onontbindbaarheid de regel en de verbreking de uitzondering is. De verbreking van de huwelijksband, door een Duits gerecht uitgesproken krachtens een gewelddadig opgelegde wetgeving en op grond van een beoordeling der feiten waarmee een Belgisch rechter niet steeds genoegen zou hebben genomen, verwekt in de maatschappij een stoornis die erger is dan de bezwaren welke kunnen voortvloeien uit de handhaving van een huwelijksband door de betrokkenen als verbroken beschouwd.

Indien men het stelsel van het ontwerp aanneemt, dan zal ingevolge het niet optreden der partijen, zelfs indien zulks onvrijwillig is geschied, de huwelijke staat worden hersteld, met alle gevolgen die daaruit voortvloeien.

Volgens het door de Kamer aangenomen ontwerp, is het een sociaal belang dat de uit de echt gescheiden vrouw opnieuw wordt beschouwd als gehuwd, en als wettige kinderen, de kinderen die na de echtscheiding zijn ontvangen.

.../...

Tweede opmerking.-

Indien de Senaat het stelsel van artikel 7 aanneemt, dient men artikel 8 eenvoudig weg te laten. Neemt hij, integendeel, het stelsel van het ontwerp aan, dan moet men artikel 8 anders opstellen.

De term "uitvoerbaarverklaring" is hier immers verkeerd gebruikt, vermits het Duitse vonnis terzake niet kan worden gelijkgesteld met een beslissing die ,onder normale omstandigheden, door een vreemde rechtbank in het buitenland werd uitgesproken. In werkelijkheid gaat het er om een Duits vonnis geldig te verklaren, met andere woorden, een juridisch niet bestaande beslissing geldig te verklaren ten aanzien van de Belgische wet.

Voorts dient men, om dezelfde redenen als uiteengezet omtrent artikel 7 van het ontwerp, te bepalen dat de rechtbank naar billijkheid uitspraak doet. Indien zulks werkelijk geschiedt,dan spreekt het vanzelf dat "de rechtbank, al verleent zij de geldigverklaring, anders of opnieuw uitspraak kan doen omtrent de bewaring van de kinderen en de uitkering tot onderhoud", zodat het 3e lid van artikel 3 van het ontwerp dan ook mag wegvallen.

Artikel 9.-

Om redenen zelf die in de memorie van toelichting worden aangevoerd, lijkt het volstrekt noodzakelijk te bepalen dat de vonnissen waarvan sprake geldig zullen zijn, indien een der echtgenoten een huwelijk heeft aangegaan, niet alleen vóór de brevrijding van het grondgebied,maar ookvoor het inwerkingtreden van deze wet, zoniet zou het gevaar van dubbel huwelijk blijven bestaan, namelijk in het geval van een huwelijk dat na de bevrijding van het grondgebied in het buitenland werd gesloten.

Artikel 10.-

Zoals in de hierboven onderzochte gevallen, zou de rechter naar billijkheid uitspraak dienen te doen, met inachtneming namelijk van de belangen van de personen wier bescherm

Indien zulks met de opvatting van het Parlement overeenstemt, schrappe men het tweede lid.

In het laatste lid hoeft men geen onderscheid te maken tussen authentieke vorm en wettelijke vorm.

Artikel 11.-

Eerste opmerking.

Een gebrek aan overeenstemming tussen het stelsel van artikel 11 en het stelsel van artikel 7 is in sommige gevallen mogelijk.

Indien een Duits vonnis uitspraak heeft gedaan over een burgerlijke rechtsvordering die afzonderlijk werd ingesteld vóór een niet strafrechtelijk gerecht, wordt het van rechtswege geldig verklaard ingeval, gedurende één jaar partijen niet optreden (art. 7).

Indien, integendeel, een Duits strafgerecht terzelfdertijd uitspraak heeft gedaan over de publieke rechtsvordering en over de burgerlijke rechtsvordering, wordt het over laatstgenoemde vordering gewezen vonnis van rechtswege ongeldig verklaard ingeval, gedurende één jaar, partijen niet optreden (art.11).

Men ziet niet in waarom het stelsel van artikel 11 moet afwijken van het stelsel van artikel 7. Om volledige overeenstemming tussen beide artikelen te bereiken, volstaat het aan te nemen dat de beschikkingen van de vonnissen der Duitse strafrechtbanken nietig zijn, met uitzondering van die welke uitspraak doen over burgerlijke belangen, en dat deze laatste beschikkingen van rechtswege geldig zullen worden verklaard, indien daartegen binnen de termijn

.../...

van een jaar geen vordering tot nietigverklaring is ingesteld, die overeenkomstig de voorschriften van artikel 7 zal worden behandeld.

Tweede opmerking.

Het is zeker dat, behoudens in geval van verjaring, de persoon, strafrechtelijk door het Duits gerecht veroordeeld, door het Belgisch gerecht, eveneens strafrechtelijk, kan worden vervolgd en veroordeeld.

Wat gewordt er in dit geval van de burgerlijke rechtsvordering?

Het ware niet overbodig dienaangaande duidelijk te verklaren dat, in geval van nieuwe vervolgingen wegens dezelfde feiten, de bepalingen van het ontwerp de toepassing van de regelen van het gemene recht onverminderd laten.

Welke draagwijdte zou deze verklaring hebben?

Laten wij een voorbeeld nemen hetwelk berust op de hypothese dat artikel 11 met artikel 7 in overeenstemming is gebracht.

Onderstellen wij dat strafvervolging binnen het jaar na het inwerkingtreden van de wet werd ingesteld.

.../...

Deze vervolging zal de rechtsvordering tot nietigverklaring schorsen ingeval deze werd ingesteld, en zal als een vordering tot nietigverklaring gelden in het tegenovergestelde geval. In beide onderstellingen zal de geldigverklaring van het Duitse vonnis worden geschorst bij toepassing van de regel : "De strafvordering heeft voorrang op de burgerlijke rechtsvordering", en voor de benadeelde partij zal bovendien de mogelijkheid openstaan de burgerlijke rechtsvordering van gemeen recht in te stellen liever dan de vordering tot nietigverklaring door een verzoek om geldigverklaring van het Duits vonnis te bestrijden.

Artikel 12.-

In de memorie van toelichting wordt deze bepaling niet besproken.

De tekst onderstelt het geval van contracten onder bezwarende titel, gesloten door een persoon die bij vonnis de nodige hoedanigheid tot het sluiten van soortgelijke contracten heeft gekregen. Indien dit vonnis niet geldig is verklaard, zou de persoon, die aldus een contract sloot, niet de nodige hoedanigheid bezitten. Toch zal de akte om deze reden alleen niet vernietigbaar zijn.

Gelet op de nieuwe redactie die voor de vorige artikelen wordt voorgesteld, lijkt artikel 12 van het ontwerp voortaan overbodig en mag het geschrapt worden.

Immers, of het ongeldig verklaren van het Duits vonnis het gevolg is van een Belgische beslissing of van het niet optreden van partijen, de akten, gesloten door een persoon die daartoe niet de hoedanigheid bezit, vallen onder toepassing van artikel 3 en de Belgische rechter bij wie de moeilijkheid aanhangig is gemaakt zal ze naar billijkheid beslechten, en namelijk beslissen of de akte al dan niet moet worden vernietigd om reden dat de contracterende persoon niet de hoedanigheid daartoe bezat.

.../...

Bovendien, wanneer de Belgische rechter over een Duits vonnis moet beslissen, doet hij eveneens uitspraak naar billijkheid en kan hij derhalve de gevolgen der ongeldigverklaring van dit vonnis beperken door sommige akten, gesloten door een persoon die daartoe krachtens de Duitse beslissing de hoedanigheid had, als geldig aan te nemen.

Artikel 13.-

Luidens dit artikel, worden de rechterlijke beslissingen van voorlopige aard, genomen naar aanleiding van rechtsplegingen welke tot een in de artikelen 7 en 8 bedoeld vonnis hebben geleid geldig verklaard in de mate waarin het eindvonnis geldig werd verklaard.

"Le jugement provisoire est celui qui, sans trancher la contestation, ordonne une mesure n'ayant pas pour objet d'éclairer le juge, mais de sauvegarder les droits d'une partie ou des parties, en attendant la solution sur le fond.

"Il est rendu dans le but d'obvier aux inconvénients qu'entraîne la trop longue durée du procès et, ou bien accorde une somme soit pour la subsistance d'une des parties, soit pour les frais du procès, ou bien prescrit une mesure préalable pour la conservation de la chose litigieuse (Rép. prat. dr. belge, V° Jugements et arrêts, n°s 25 et 26).

"Le juge peut revenir sur sa décision si les circonstances qui l'ont motivée viennent à changer.

"Des cas de ce genre se rencontrent féquemment, en matière de pension alimentaire, provision ad litem, garde d'enfants, résidence de la femme pendant l'instance en divorce, etc." (Ib., n°s 30 et 532).

Men ziet niet waarom de voorlopige beslissing op dezelfde wijze zou moeten behandeld worden als het eindvonnis.

.../...

Het lijkt verkieslijk de voorlopige rechterlijke beslissingen, onverschillig de rechtspleging waarmee zij gepaard gaan (artikel 7 of artikel 8), aan hetzelfde regime te onderwerpen als dit hetwelk wordt toegepast op de vonnissen in artikel 7 van het ontwerp bedoeld.

Wordt dit stelsel aangenomen, dan kunnen deze beslissingen niet meer gewijzigd worden voor het verleden, indien zij niet werden bestreden binnen het jaar na het in werking treden van de wet.

De Belgische rechter zal trouwens naar billijkheid uitspraak doen zowel over de voorlopige beslissing als over de eindbeslissing, en de geldigverklaring of de ongeldigverklaring van deze laatste zal voor de eerste niet noodzakelijkerwijze dezelfde gevolgen hebben. Het lot van de voorlopige beslissing blijft, in ieder geval, onafhankelijk van het lot van de eindbeslissing.

Ingeval de Senaat artikel 8 van het door de Kamer aangenomen ontwerp handhaaft, ware het goed er aan toe te voegen dat artikel 7 van het ontwerp eveneens van toepassing is op de rechterlijke beslissingen van voorlopige aard, daar sommige van die beslissingen kunnen beschouwd worden als incidenten van de rechtspleging tot echtscheiding, tot scheiding van tafel en bed of tot nietigverklaring van het huwelijk.

Algemene opmerking betreffende de personen die de vorderingen, waarvan sprake in het ontwerp, kunnen instellen.

Deze vraag doet zich voor in verband met verscheidene artikelen van het ontwerp.

Artikel 3, lid 3, bepaalt dat de nietigverklaring van een juridische akte kan worden aangevraagd door eenieder die partij bij de akte is of, bij ontstentenis van deze partij, door de rechthebbenden daarvan.

.../...

Artikel 6 bepaalt de personen niet die de vordering tot nietigverklaring inzake dadingen kunnen instellen.

Luidens artikel 7 kunnen de vorderingen tot nietigverklaring van de vonnissen van eigenlijke rechtspraak worden ingesteld door ieder persoon die partij is bij de zaak waarover het vonnis uitspraak heeft gedaan of, bij ontstentenis van die persoon,door zijn rechthebbenden.

Volgens artikel 8, betreffende de geldigverklaring van de vonnissen van echtscheiding, scheiding van tafel en bed of vernietiging van het huwelijk, moet de eis worden ingesteld door ieder persoon die partij is geweest bij de zaak waarover het vonnis uitspraak gedaan heeft of, bij ontstentenis van die persoon, door zijn rechthebbenden.

De aanvraag waarvan sprake in artikel 10 mag door iedere betrokken partij worden ingediend.

Artikel 11 verwijst naar de modaliteiten van artikel 7.

Artikel 13 verwijst naar de vonnissen waarvan sprake in de artikelen 7 en 8.

Artikel 37 bepaalt niet welke personen de vorderingen tot nietigverklaring van de handelingen betreffende de vereffening van gemeenschappen of nalatenschappen kunnen instellen.

Eerste opmerking.

Het woord "rechthebbende" is niet duidelijk. Men schijnt het in het ontwerp te gebruiken in de betekenis "rechtsverkrijgenden", zonder echter nader te bepalen of het om rechtsverkrijgenden onder algemene titel en onder bijzondere titel dan wel slechts om één van die categorieën gaat.

.../...

Tweede opmerking.

Gelet op de verscheidenheid der vorderingen die bij toepassing van het ontwerp kunnen ingesteld worden alsmede op hun uiteenlopende kenmerken, is de Raad van State van oordeel dat men de personen,die de vordering mogen instellen, in de tekst van het ontwerp beter niet aanwijst en het aan de rechtspraak overlaat in ieder afzonderlijk geval die personen te bepalen (eigenlijke partij, rechtsverkrijgenden, schuldeisers ), waarbij men zich voornamelijk zal laten leiden door de beginselen van het gemene recht en door het bijzonder doel dat met de nieuwe wet wordt nagestreefd.

Gaat men op dit voorstel in, dan dienen de artikelen 3, 7, 8 en 10 van het ontwerp overeenkomstig de bijgevoegde tekst te worden opgesteld, zonder vermelding van de personen die de rechtsvordering kunnen instellen.

Artikelen 14 tot 19.-

Die artikelen betreffen de akten van de burgerlijke stand.

De Raad van State heeft er slechts vormwijzigingen in aangebracht, ten einde sommige teksten te verduidelijken en zich, voor zover doenlijk, aan de terminologie van het Burgerlijk Wetboek in dezen te houden.

Volgens de memorie van toelichting bepaalt het ontwerp voor de akten van de burgerlijke stand "een soort van geldigverklaring door middel van een door de Belgische ambtenaren van de burgerlijke stand na te komen regeling".

Artikel 14 gelast enkel de ambtenaar van de burgerlijke stand te bevestigen dat de fotocopieën " van het origineel zijn afgedrukt". De ambtenaar van de burgerlijke stand heeft dus

.../...

geen macht om over de geldigheid der akte te oordelen. Deze geldigheid is bij de artikelen 2 en 3 van het ontwerp geregeld.

Artikelen 20 tot 31.-

De bepalingen inzake de akten aan overschrijving of inschrijving in de registers van de hypotheekbewaarder onderworpen, hoofdstuk III van het ontwerp, behelzen een reglementering welke meer tot de uitvoering dan tot de wetgeving behoort.

Derhalve stelt de Raad van State voor de artikelen 20 tot 31 van het ontwerp weg te laten en te vervangen door een tekst waarbij aan de Koning de macht wordt verleend die zaak te reglementeren.

Artikel 32.-

Volgens de memorie van toelichting wordt artikel 32 verantwoord door het feit dat "de personen, die de functie van ambtenaar van de burgerlijke stand hebben waargenomen, in sommige gevallen geweigerd hebben op de geboorteakte van het pasgeboren kind niet-Germaanse voornamen in te schrijven".

Eerste opmerking.

Het ontwerp bepaalt dat de Duitse voornamen door een Franse vertaling er van mogen vervangen worden.

Men late de onderstreepte woorden weg. Niet alle Duitse voornamen kunnen in het Frans vertaald worden.

In het ontwerp is geen sprake van een Nederlandse vertaling.

.../...

Tweede opmerking.

Krachtens de ouderlijke macht heeft de vader het recht de voornamen van het kind te kiezen.

Derhalve dient de vader en, bij zijn ontstentenis, de moeder de verklaring af te leggen.

Artikel 33.-

Eerste opmerking.

Dit artikel bepaalt dat het natuurlijk kind zal geacht worden van zijn geboorte af een zekere band van afstamming te hebben ten aanzien van zijn moeder, voor zover zij binnen een jaar een verklaring aflegt ten overstaan van de ambtenaar van de burgerlijke stand.

Zoals artikel 33 is gesteld, is het dubbelzinnig. Het schijnt te betekenen dat de erkenning van het kind door zijn moeder slechts dan de afstamming aanwijst, wanneer zij binnen een jaar ten overstaan van de ambtenaar van de burgerlijke stand geschiedt. Maar elke afstamming, op welk tijdstip ook bij vrijwillige erkenning of bij rechtsvordering vastgesteld volgens de bij de Belgische wet bepaalde vereisten, is aanwijzend en niet toewijzend. Zij stelt de werkelijke staat van het kind vast en deze bestaat van zijn geboorte af. Haar gevolgen beginnen dus op die datum en zelfs op de tijd van de verwekking, indien het in zijn belang is (De Page, Droit civil, T. I, n°1123, C).

In feite vertolkt de tekst van artikel 33 de bedoelingen van het ontwerp op onjuiste wijze, want in de memorie van toelichting lezen wij :

"Voor het Duits recht bestaat er geen akte van erkenning van een natuurlijk kind door de moeder. Het past de grondregel

.../...

"mater semper certa est" toe. De moeder moet dus in de gelegenheid worden gesteld haar kind te erkennen. Zulks is het doel van artikel 33. Wordt die erkenning binnen de termijn van één jaar gedaan, dan heeft zij terugwerkende kracht tot op de datum van de geboorte van het kind. Ter zake van de nationaliteit verleent deze bepaling voorrang aan de afstamming van moederszijde, behoudens het geval dat de vader de voorzorg heeft genomen het kind vóór zijn geboorte te erkennen. Zij wordt verantwoord door de overweging dat, onder het tijdens de bezetting geldende stelsel, het voor de moeder practisch onmogelijk was haar kind te erkennen. Feitelijk bepaalt die beschikking er zich bij, mits de moeder er van doet blijken dat zij er mede instemt, de toestand te laten voortbestaan zoals hij was tijdens de bezetting".

In het ontwerp wil men dus niet zeggen dat enkel de binnen een jaar gedane erkenning de afstamming aanwijst, maar dat, indien zulk een erkenning volgens de bij artikel 33 gestelde vereisten plaats vindt, het natuurlijk kind geacht wordt de dag van zijn geboorte door zijn moeder te zijn erkend.

Zoals in de memorie van toelichting wordt gezegd, blijkt deze bepaling belangrijk op het gebied der nationaliteit, waar de datum van de erkenning in sommige gevallen beslissend is. Immers, het kind zal de nationaliteit van de vader krijgen, indien de erkenning van de afstamming van vaderszijde vóór of tegelijkertijd met die van de afstamming van moederszijde is geschied. Heeft zij later plaats, dan behoudt het kind de nationaliteit van zijn moeder (artikel 2 van de samengeordende wetten op de nationaliteit).

Tweede opmerking.

Volgens de memorie van toelichting heeft het ontwerp tot doel de toestand te "laten voortbestaan" zoals hij tijdens de bezetting was ingevolge de toepassing van de grondregel "mater semper certa est". Daartoe verplicht het de moeder er van te doen blijken dat zij er mede instemt.

.../...

Het nagestreefde doel zou beter worden bereikt indien de tekst bepaalde dat het natuurlijk kind zal geacht worden de dag van zijn geboorte door zijn moeder te zijn erkend, tenzij zij binnen een jaar verklaart voornoemde bepaling niet te willen laten toepassen op haar kind.

Zulk een stelsel zou het belang van het kind vrijwaren door het namelijk de hoedanigheid van erkend natuurlijk kind te verlenen, zelfs indien de erkenning door de moeder onmogelijk is geworden(verdwijning, dood, waanzin, afwezigheid, enz...).

Zonder de voorgestelde bepaling, kan het kind het slachtoffer worden van een toestand die men aan zijn moeder niet kan toeschrijven, vermits het haar onmogelijk was haar kind tijdens de bezetting te erkennen.

De aangeraden oplossing past bovendien in het algemeen stelsel dat de Raad van State voor het ontwerp heeft voorgesteld en volgens hetwelk de bestaande rechtstoestanden zoveel mogelijk moeten gehandhaafd worden.

De gevolgen der nieuwe bepaling zullen de volgende zijn :

A. De moeder legt de voormelde verklaring af.

1. Indien het tijdens de bezetting geboren kind reeds door haar is erkend na de bevrijding, moet men, om de nationaliteit van het kind te bepalen, niet teruggaan naar de geboortedatum, maar naar de datum van de akte van erkenning waaraan het ontwerp geen afbreuk doet.

2. Is het tijdens de bezetting geboren kind door zijn moeder niet tevoren erkend, dan zal het zich in de toestand van een niet erkende natuurlijk kind bevinden.

.../...

B. De moeder legt de voormelde verklaring niet af.

Of het al dan niet tevoren is erkend, het kind zal geacht worden de dag van zijn geboorte door zijn moeder te zijn erkend.

Artikelen 34, 35 en 36.-

Bij artikel 34 dient een opmerking van dezelfde aard te worden gemaakt als zoëven in verband met artikel 33 is geformuleerd (vgl. tweede opmerking bij dat artikel).

Artikel 34 kan namelijk zeer ernstige gevolgen hebben wanneer, na hun huwelijk, de echtgenoten zich in de onmogelijkheid hebben bevonden het natuurlijk kind te erkennen.

Volgens het ontwerp zou de wettiging uitgesloten zijn en zou het kind het statuut van natuurlijk kind behouden, terwijl, volgens het Duitse recht, het later huwelijk voldoende was geweest om het te wettigen. Dat gevolg stuit des te meer tegen de borst, daar het Duitse recht, zoals het in de memorie van toelichting heet, "de erkenning door de moeder niet toelaat", zodat men de moeder geen verwijt er van kan maken dat zij nagelaten heeft haar kind te erkennen.

Het lijkt niet in overeenstemming met de geest van het ontwerp het voordeel van de wettiging te ontnemen aan de natuurlijke kinderen die niet werden erkend en van wie de latere erkenning onmogelijk blijkt.

Het strookt met het belang van het kind dat het als gewettigd wordt beschouwd, behoudens strijdige verklaring van een der echtgenoten, die het nog niet zou hebben erkend.

De tekst, door de Raad van State voorgesteld, houdt rekening met de aldus beschreven toestand en de artikelen 34, 35 en 36 van het ontwerp worden één artikel.

.../...

Artikel 37.-

Betreffende dat artikel wordt in de memorie van toelichting het volgende gezegd : "Krachtens artikel 3 blijven de vereffeningen van gemeenschap en nalatenschap onderworpen aan de grondregelen van het Belgisch recht. Ten einde echter de onzekerheid omtrent de overdracht van goederen niet te laten voortbestaan, zal elke vordering tot nietigverklaring van de akten van verdeling moeten worden ingesteld binnen de termijn van één jaar na de inwerkingtreding van de wet".

Eerste opmerking.

Aangezien artikel 37, behalve waar het de termijn van één jaar vaststelt, enkel en alleen een toepassing is van artikel 3, dient het bovendien in overeenstemming te worden gebracht met het door de Raad van State voorgesteld nieuw artikel 3.

Tweede opmerking.

In het ontwerp is geen sprake van het geval waarin het lot van de in artikel 37 bedoelde vorderingen afhangt van een vonnis door de Belgische rechtbanken te wijzen, bij voorbeeld van een vonnis tot geldigverklaring inzake echtscheiding (artikel 8 van het ontwerp).

In dergelijk geval is het geboden aan de bij artikel 37 bepaalde termijn van één jaar een ander aanvangspunt te geven.

Derde opmerking.

Het ontwerp sluit de toepassing van de artikelen 387 en volgende van het Burgerlijk Wetboek niet uit.

.../...

Artikel 38.-

Aanvaardt men de nieuwe redactie van artikel 3, dan zal d verandering van huwelijksstelsel zich slechts voordoen, indien de echtgenoten zonder contract zijn gehuwd of met een contract waarin bedingen of verwijzingen voorkomen die met de bepalingen van openbare orde van de Belgische wet in strijd zijn.

In dat opzicht kan men zich afvragen of de uitdrukking "enigerlei huwelijksovereenkomsten sluiten, welke niet in strijd zijn met dat recht" van toepassing is op het geval waarin de echtgenoten een huwelijksovereenkomst gesloten hebben waarvan de bedingen niet strijdig zijn met de bepalingen van openbare orde van de Belgische wet.

Uit de memorie van toelichting schijnt niet voort te vloeien dat zulk een overeenkomst nog zou moeten bekrachtigd worden, zo niet dat de wettelijke gemeenschap volgens het Belgische recht zou worden toegepast.

Om geen twijfel te laten bestaan, dient men dit punt in de tekst nader te bepalen.

Artikel 39.-

Eerste opmerking.

Betreffende het eerste lid van artikel 39 van het ontwerp treft men in de memorie van toelichting de volgende volzin aan : "Daar het evenwel is kunnen gebeuren dat, tijdens het beheer onder de Duitse statuten, veranderingen in het maatschappelijk kapitaal werden aangebracht, blijkt het volstrekt noodzakelijk dat de Belgische statuten die op 10 Mei 1940 golden, slechts opnieuw in voege mogen treden nadat die door die veranderingen noodzakelijk gemaakte aanpassingen werden doorgevoerd".

.../...

In de tekst van het eerste lid van artikel 39 is enkel sprake van tijdens de bezetting verwezenlijkte kapitaalsverhogingen, niet van kapitaalsverminderingen, en bovendien slechts van kapitaalsverhogingen bij inschrijving.

Ten einde de bedoelingen die in de memorie van toelichting zijn uiteengezet beter te verwezenlijken, zou men in de tekst alle wijzigingen moeten vermelden die tijdens de bezetting in het maatschappelijk kapitaal zijn aangebracht.

Tweede opmerking.

Duidelijkheidshalve zou men het derde lid beter aan het einde van het artikel plaatsen en er aan toevoegen dat enkel het bepaalde in de leden 1 en 2 niet van toepassing is op de vennootschappen die hun maatschappelijke zetel geldig en vrijwillig naar Duitsland hebben overgebracht.

Artikelen 40 en 41.-

In deze artikelen zijn slechts vormwijzigingen aan te brengen.

Artikelen 42 tot 44.-

Het bepaalde bij artikel 43, 2°, is overbodig. Immers, de vrijstelling waarvan sprake in artikel 42 heeft betrekking op de akten en niet op de registers van de burgerlijke stand.

De leden 2 en 3 van artikel 44 zijn slechts een commentaar en zouden beter op hun plaats zijn in een uitvoeringsbesluit.

Volgens de memorie van toelichting moet men aannemen dat de belasting, door de belastingplichtige aan de Duitse fiscus betaald, de soortgelijke belasting dekt die hij aan de fiscus van zijn land zou hebben moeten betalen.

.../...

Bij toepassing van dat beginsel van billijkheid bepaalt het ontwerp sommige vrijstellingen inzake de akten betreffende de uitvoering van de wet.

De kwestie van de belasting op het inkomen is geregeld bij bijzondere instructies van het Ministerie van Financiën. Opzettelijk wordt hierover in het ontwerp niet gesproken.

*
*  *

Voor het overige zijn in het ontwerp slechts vormwijzigingen aan te brengen die in de hiernavolgende tekst zijn opgenomen :

ONTWERP VAN WET TOT REGELING VAN DE GEVOLGEN VAN DE TOEPASSING DER DUITSE WET IN HET GEDEELTE VAN HET BELGISCH GRONDGEBIED DAT ER GEWELDDADIG WERD AAN ONDERWORPEN.

---

Artikel 1.- (art. 1 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

Deze wet regelt de gevolgen van de toepassing der Duitse wet in het gedeelte van het Belgisch grondgebied dat er gewelddadig aan werd onderworpen.

Dit gedeelte van het grondgebied omvat de kantons Eupen, Malmedy en Sankt-Vith, alsmede de gemeenten of ..... (verder zoals in het ontwerp).

## TITEL I.

## BURGERLIJK RECHT EN HANDELSRECHT.

### Hoofdstuk I.- Algemene bepalingen.

#### Afdeling I.- Regelen betreffende de vorm.

Artikel 2.- (art. 2 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

Als regelmatig naar de vorm worden geacht de akten die ten aanzien van de Duitse wet geldig zijn, zelfs indien de vorm door de Belgische wet voorgeschreven een hoofdvoorwaarde is voor de geldigheid.

Afdeling II.- Regelen betreffende de grond van de zaak.

Artikel 3.- (art. 3 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

Behoudens de uitzonderingen en afwijkingen bij deze wet bepaald, blijven de rechtsfeiten en -akten, wat de zaak zelve betreft, aan de bepalingen van openbare orde der Belgische wet onderworpen.

De moeilijkheden waartoe de toepassing van dit artikel aanleiding mocht geven, worden naar billijkheid beslecht door de bevoegde rechtbank, die namelijk de bestreden rechtsakte geheel of gedeeltelijk zal kunnen vernietigen, en tevens verklaren dat de reeds geleverde prestaties geheel of gedeeltelijk worden behouden.

Artikel 4.- (art. 4 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

De krachtens de artikelen 2 en 3 van deze wet geldige authentieke akte waarin de schuldenaar zich heeft onderworpen aan de gedwongen tenuitvoerlegging, bij de Duitse wet voorgeschreven, is uitvoerbaar volgens de bij de Belgische wet gestelde regelen.

Het Belgisch formulier van tenuitvoerlegging wordt in de plaats gesteld van het Duits formulier van tenuitvoerlegging.

Artikel 5.- (art. 6 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

Met afwijking van artikel 2052 van het Burgerlijk Wetboek, kunnen de dadingen bestreden worden wegens dwaling om-

.../...

trent het recht betreffende de toepassing van bepalingen der Duitse wet die strijdig zijn met bepalingen van openbare orde der Belgische wet.

De vordering tot nietigverklaring moet echter, op straffe van niet-ontvankelijkheid, binnen de termijn van één jaar na het inwerkingtreden van deze wet worden ingediend.

De rechter doet uitspraak naar billijkheid.

Afdeling III.- Regelen betreffende de vonnissen.

Artikel 6.- (art. 7 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

De nietigverklaring van de vonnissen van eigenlijke rechtspraak, in burgerlijke zaken en in handelszaken door Duitse rechtbanken gewezen en op 1 September 1944 in kracht van gewijsde gegaan, kan worden aangevraagd aan de bevoegde rechtbank van eerste aanleg die naar billijkheid uitspraak doet.

Alle partijen, ten opzichte van wie het vonnis uitspraak heeft gedaan, moeten in de zaak worden geroepen.

De vordering tot nietigverklaring moet binnen de termijn van één jaar na het inwerkingtreden van deze wet worden ingediend, zoniet zijn de Duitse vonnissen van rechtswege geldig verklaard.

Artikel 7.- (art. 8 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

Met afwijking van artikel 6, hebben de vonnissen waarbij echtscheiding of scheiding van tafel en bed wordt uitgesproken of een huwelijk nietig verklaard, slechts uitwerking op voorwaarde dat de bevoegde rechtbank van eerste aanleg, die naar billijkheid uitspraak doet, zegeldig verklaart.

.../...

De vordering tot geldigverklaring moet worden ingesteld of vervolgd binnen de termijn van één jaar na het inwerkingtreden van deze wet.

Van het vonnis tot geldigverklaring moet op de rand van de huwelijksakte melding worden gemaakt.

Artikel 8.- (art. 9 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

Het nieuw huwelijk dat één der echtgenoten vóór het inwerkingtreden van deze wet zou hebben aangegaan, maakt de vonnissen waarbij een echtscheiding wordt uitgesproken of een huwelijk nietig verklaard van rechtswege geldig.

Artikel 9.- (art. 10 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

Binnen de termijn van één jaar na het inwerkingtreden van deze wet, kan de geldigverklaring van de beslissingen en akten van de Duitse rechtbanken inzake oneigenlijke rechtspraak door middel van een verzoekschrift worden aangevraagd aan de vrederechter van het rechtsgebied, die naar billijkheid uitspraak doet.

Onder deze akten of beslissingen worden die, welke tot doel hadden aan een rechtsakte de bij de Duitse wet voorgeschreven vorm te geven, behandeld overeenkomstig de artikelen 2, 3, 4, 13 en 14 van deze wet.

Artikel 10.- (art. 11 van het door de Kamer aangenomen ontwerp

Onverminderd de toepassing van de regelen van het gemeen recht in geval van nieuwe vervolgingen wegens dezelfde feiten, is artikel 6 van deze wet van toepassing op de bepalingen van de vonnissen der strafrechtbanken die over burgerlijke belangen uitspraak doen.

.../...

Artikel 11.- (art. 13 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

Artikel 6 van deze wet is eveneens van toepassing op de rechterlijke beslissingen van voorlopige aard.

Hoofdstuk II.- Bepalingen betreffende de akten van de burgerlijke stand.

Artikel 12.- (art. 14 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

Van iedere akte die tijdens de bezetting is opgemaakt worden, op verzoek van de ambtenaar van de burgerlijke stand der gemeente waar de akte werd opgemaakt, twee fotokopieën vervaardigd.

Wanneer, krachtens de Belgische wet, de akte in deze gemeente kon worden opgemaakt, tekent de ambtenaar van de burgerlijke stand de fotokopieën op de keerzijde en verklaart, na onderzoek, dat zij met het oorspronkelijke overeenstemmen.

Zoniet doet hij de fotokopieën toekomen aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar de akte had moeten opgemaakt worden. De ambtenaar van de burgerlijke stand dezer gemeente tekent de fotokopieën op de keerzijde en verklaart, na onderzoek, dat zij met het oorspronkelijke overeenstemmen.

Wanneer de echtgenoten een woonplaats noch een verblijfplaats hadden in de gemeente waar het huwelijk werd voltrokken, worden de fotokopieën van de huwelijksakte toegezonden aan de Belgische gemeente waar de echtgenote, of, bij dezer ontstentenis, de echtgenoot, woonplaats of verblijfplaats had.

.../...

Artikel 13.- (art. 15 en 18 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

In iedere gemeente worden in duplo opgemaakte registers aangelegd die de fotokopieën van de in de loop van één jaar ontvangen akten bevatten.

Deze registers worden afgesloten door de ambtenaar van de burgerlijke stand, die binnen vijftien dagen na de afsluiting de alfabetische lijst er van opmaakt.

Nadien worden zij op ieder blad genummerd en geparafeerd door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, of door de rechter die hem vervangt.

Een van de twee exemplaren wordt neergelegd op het archief van de gemeente, het ander ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 14.- (art. 16 en 17 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

De Koning bepaalt de datum waarop de registers der fotokopieën in de plaats van de oorspronkelijke registers worden gesteld.

Op die datum worden de oorspronkelijke registers neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg.

Na die datum wordt daaruit geen uittreksel meer afgeleverd en op de rand daarvan geen vermelding meer aangebracht.

Indien vóór die datum een vermelding diende aangebracht in de oorspronkelijke registers, dan schrijft de ambtenaar van de burgerlijke stand ze neer én op de fotokopie, én op de oorspronkelijke akte.

.../...

Indien de fotokopie aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van een andere gemeente is overhandigd, wordt hem binnen drie dagen een letterlijk afschrift van de vermelding toegezonden.

Artikel 15.- (art. 19 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

De Koning regelt de bijdrage in de kosten der fotokopie

Hoofdstuk III.- Bepalingen betreffende de akten onderworpen aan overschrijving of inschrijving in de registers van de hypotheekbewaarder.

Artikel 16.- (art. 20 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

De Koning regelt de overschrijving of de inschrijving in de hypotheekregisters van de akten, volgens de Belgische wet aan deze formaliteiten onderworpen, die tijdens de bezetting werden verleden en betrekking hebben op onroerende goederen, gelegen in het in artikel 1 bepaalde gedeelte van het grondgebied.

Hoofdstuk IV.- Bijzondere bepalingen.

Artikel 17.- (art. 32 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

Gedurende een termijn van één jaar na het inwerking treden van deze wet, worden de Duitse voornamen, die vermeld zijn in de akten van geboorte tijdens de vijandelijke bezetting ingeschreven in de registers van de burgerlijke stand van de in artikel 1 bepaalde gemeenten, vervangen, op aangifte van de vader of, bij diens ontstentenis, van de moeder, ten overstaan van de ambtenaar van de burgerlijke stand der geboorteplaats van het kind.

Bij ontstentenis van vader en moeder kan de voogd, daartoe door de familieraad gemachtigd, deze aangifte doen.

.../...

De aangifte wordt op haar dagtekening in de registers van de burgerlijke stand ingeschreven en melding daarvan gemaakt op de rand van de akte van geboorte van de belanghebbende.

Artikel 18.- (art. 33 van het door de Kamer aangenomen ontwer

Het natuurlijk kind, tijdens de Duitse bezetting geboren in het in artikel 1 bepaald gedeelte van het grondgebied, wordt, welke verklaringen van erkenning, het betreffend, ook mochten zijn gedaan, geacht door zijn moeder te zijn erkend op de dag van zijn geboorte, tenzij de moeder binnen de termijn van één jaar na het inwerkingtreden van deze wet verklaart haar kind voor deze bepaling niet in aanmerking te willen laten komen.

Deze verklaring wordt afgelegd ten overstaan van de ambtenaar van de burgerlijke stand der verblijfplaats van de belanghebbende en in zijn registers ingeschreven. Melding daarvan wordt gemaakt op de rand van de akte van geboorte van het kind.

Artikel 19.- (art. 34, 35 en 36 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

Het niet erkend natuurlijk kind wiens moeder, ten overstaan van de Duitse openbare ambtenaar, een huwelijk geldig heeft aangegaan in het gedeelte van het grondgebied, in artikel 1 bepaald, wordt beschouwd als gewettigd door dit huwelijk, tenzij, binnen de termijn van één jaar na het inwerkingtreden van deze wet, één der echtgenoten, die het kind nog niet zou hebben erkend, verklaart het niet te willen erkennen.

De verklaring wordt afgelegd ten overstaan van de ambtenaar van de burgerlijke stand der verblijfplaats van de belanghebbende en in zijn registers ingeschreven. Melding

.../...

daarvan wordt gemaakt op de rand én van de akte van huwelijk van de echtgenoten, én van de akte van geboorte van het kind.

De wettiging heeft uitwerking op de datum van het huwelijk.

Het gewettigd kind komt namelijk, in die hoedanigheid, tot de erfenissen die sedert die datum zijn opengevallen.

Artikel 20.- (art.37 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

De rechtsvorderingen tot nietigverklaring van de handelingen inzake vereffening van een gemeenschap of van een nalatenschap gedaan volgens andere regelen, de grond der zaak betreffend, dan de bepalingen van openbare orde der Belgische wet, moeten, op straffe van niet-ontvankelijkheid, binnen de termijn van één jaar na het inwerkingtreden van deze wet worden ingesteld.

Wanneer deze rechtsvorderingen afhangen van de oplossing van een geschil betreffende de staat der betrokken personen, gaat de termijn eerst in de dag waarop de beslissing definitief wordt.

De nietigheid mag geen afbreuk doen aan de rechten van derden die zich beroepen op titels bij de artikelen 2 en 3 van deze wet als geldig erkend.

De moeilijkheden waartoe de toepassing van dit artikel aanleiding mocht geven, worden naar billijkheid beslecht door de bevoegde rechtbank, die namelijk de bestreden rechtsakte geheel of gedeeltelijk zal kunnen vernietigen en tevens verklaren dat de reeds geleverde prestaties geheel of gedeeltelijk worden behouden.

Artikel 21.- (art. 38 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

Behoudens de rechten van derden, binnen de termijn van één jaar na het inwerkingtreden van deze wet, kunnen de echtgenoten, die tijdens de bezetting een huwelijk hebben aangegaan in het gedeelte van het grondgebied, in artikel 1 bepaald, een der stelsels

.../...

van de Belgische wet kiezen of enigerlei huwelijksovereenkomst sluiten welke met deze wet niet strijdig is.

Bij gebreke binnen deze termijn te handelen, worden de echtgenoten geacht onder het stelsel van de Belgische wettelijke gemeenschap te zijn gehuwd.

Dit artikel is niet van toepassing op de echtgenoten die een huwelijksovereenkomst hebben gesloten in overeenstemming met de bepalingen van openbare orde der Belgische wet.

Artikel 22.- (art. 39 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

De vóór 10 Mei 1940 opgerichte handelsvennootschappen waarvan de statuten bij toepassing van de Duitse wetgeving zouden gewijzigd zijn, worden van rechtswege door hun op 10 Mei 1940 geldende statuten beheerst van het ogenblik af dat de Duitse wetgeving niet meer was opgelegd. Evenwel blijven de tijdens de bezetting verwezenlijkte kapitaalsverhogingen of -verminderingen gehandhaafd. In dat geval wordt het bedrag van de verhoging of van de vermindering omgerekend tegen 5 frank per Reichsmark.

De vennootschappen die na 10 Mei 1940 zijn opgericht, moeten, op straffe van ontbinding, hun statuten met de Belgische wet in overeenstemming brengen binnen de termijn van één jaar na het inwerkingtreden van deze wet ; de omrekeningskoers van het maatschappelijk kapitaal wordt bepaald op 5 frank per Reichsmark.

De uitslagen van de daden van beheer, onder de Duitse statuten verricht, blijven ten laste of ten voordele van de vennootschap onder Belgisch recht.

Echter hebben de voorgaande bepalingen slechts uitwerking op de onder sequester stelling, bij besluitwet van 23 Augustus 1944 uitgevaardigd, indien de betrokken vennootschappen

.../...

het bewijs leveren dat Belgische, geallieerde of neutrale, natuurlijke personen of rechtspersonen, op 10 Mei 1940 en later, eigenaar van die vennootschappen waren en er de contrôle over uitoefenden, behoudens gebeurlijke toepassing van de besluitwet van 10 Januari 1941.

Tegen het handhaven van het sequester wordt opgekomen overeenkomstig artikel 3 van de besluitwet van 23 Augustus 1944.

De bepalingen van de leden 1 en 2 van dit artikel zijn niet van toepassing op de vennootschappen die geldig en opzettelijk hun zetel naar Duitsland hebben overgebracht vóór de gedwongen transformatie in vennootschap onder Duits recht.

## TITEL II.

## PUBLIEK RECHT.

Artikel 23.- (art. 40 van het door de Kamer aangenomen ontwerp

Onverminderd de toepassing van de besluitwet van 10 Januari 1941 worden, onder voorbehoud van het bepaalde in lid 2, van rechtswege geldig verklaard de handelingen verricht na 10 Mei 1940 bij toepassing van de Duitse wet en die er op gericht waren tot stand te brengen, te wijzigen of te niet te doen rechten en verplichtingen van de gemeenten in artikel 1 bepaald, van de openbare inrichtingen onder het toezicht van de Regering of van deze gemeenten geplaatst, alsmede van de verenigingen van gemeenten waarvan zij deel uitmaken of hebben uitgemaakt of welke betrekking hebben op de goederen van die gemeenten, inrichtingen en verenigingen van gemeenten.

De Koning kan evenwel, binnen de termijn van twaalf maanden na het inwerkingtreden van deze wet, hetzij van

.../...

ambtswege, hetzij op het verzoek van de belanghebbenden, binnen de termijn van zes maanden na dezelfde datum ingediend:

1° die akten ongeldig verklaren ;

2° de verkregen uitwerking van die ongeldig verklaarde akten geheel of gedeeltelijk handhaven ;

3° de compensaties regelen die eventueel zijn verschuldigd, hetzij door en aan bovenbedoelde gemeenten, inrichtingen en verenigingen van gemeenten, hetzij door en aan de bona fide schuldeisers en schuldenaars ingeval wettige belangen geschaad werden, hetzij tengevolge van de in lid 1 bepaalde geldigverklaring of van de maatregelen in 1° en 2° hierboven vermeld.

Artikel 24.- (art.41 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

De bepalingen van artikel 23 zijn van toepassing op de gelijkaardige akten die betrekking hebben op de goederen, rechten en verplichtingen der Duitse organismen waaraan de Duitse overheid het beheer van de Belgische gemeenten had opgedragen, met dien verstande dat deze goederen, rechten en verplichtingen geacht worden toe te behoren aan de gemeenten die geheel of gedeeltelijk in genoemde organismen waren opgenomen, uitgezonderd die goederen, rechten en verplichtingen welke niet met financiële bijdragen van deze gemeenten zijn tot stand gekomen.

De vereffening van de goederen, rechten en verplichtingen welke aan de gemeenten toekomen, geschiedt onder deze gemeenten naar rato van de bijdragen die zij met het oog op de samenstelling van het gemeenschappelijk vermogen hebben gestort

De Koning bepaalt de modaliteiten van omslag van de roerende en onroerende goederen waaruit het vermogen bestaat, alsmede van de omrekening van het in Reichsmarken uitgedrukt

.../...

roerend vermogen. Hij wijst de vereffenaars aan die gelast worden de besluiten betreffende deze modaliteiten toe te passen.

## TITEL III.

## FISCAAL RECHT.

Artikel 25.-(art. 42 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

Onverminderd de hiernavolgende bepalingen, worden de akten, vonnissen en arresten betreffende de uitvoering van deze wet kosteloos en vrij van zegel-, griffie- en hypotheekrechten geregistreerd.

Artikel 26.- (art. 43 en 44 van het door de Kamer aangenomen ontwerp)

De Koning kan van de formaliteit der registratie en, bij voorkomend geval, van het hypotheekrecht, vrijstellen de akten en stukken die, ter uitvoering van artikel 16 van deze wet, in de registers der hypotheekbewaarders moeten worden overgeschreven of ingeschreven, wanneer het bewezen is dat de belasting, krachtens de Duitse wetgeving verschuldigd, voor deze akten werd betaald.

Bij gebreke van bewijs van betaling der belasting, moeten de voormelde akten, vóór de overschrijving of de inschrijving en, uiterlijk, binnen het jaar na het inwerkingtreden van deze wet, ter registratie worden voorgelegd op het registratiekantoor binnen welks gebied de houder der minuut zijn standplaats heeft.

De contracterende partijen lopen een ondeelbare geldboete op gelijk aan de ontdoken rechten, met een minimum van tweehonderd frank, indien zij het bedrag van het verschuldigd recht niet in handen van voormelde houder in consignatie hebben gegeven uiterlijk daags voor het verstrijken van de termijn

.../...

van één jaar. Is deze consignatie binnen deze termijn gedaan, dan loopt de houder de geldboete persoonlijk op.

De registratie geschiedt op de minuut van de akten en, in geval deze vernield werd, op een uitgifte.

De vernieuwingen van inschrijvingen blijven aan het gemene recht onderworpen.

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Président du Sénat.
uitgifte afgeleverd aan de H. Voorzitter van de Senaat.

Le février 1950.

De Februari 1950

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.